

Maurice Born

# Alcide Dubois : une existence exemplaire

Ce texte retranscrit la conférence donnée à Saint-Imier, au théâtre d'Espace noir, dans le cadre de *Saint-Imier ad lib*, le 22 avril 2008.



Editions du Chat Déchaîné



Fédération Libertaire des Montagnes  
flm@espacenoir.ch

2016

## ALCIDE DUBOIS

Né 29.9.1856 aux Bois, décédé 8.9.1912 à Saint-Imier (Jura bernois, Suisse).

Militant de la Fédération jurassienne, délégué au congrès de l'AIT à Berne en 1876.

Marié en 1891 avec Julie-Adèle Backof, morte en août ou septembre 1899. En 1872, Alcide Dubois était membre du Cercle d'études sociales de Sonvilier.

Il fut condamné à trente jours de prison pour sa participation à la manifestation commémorative de la Commune de Paris, en mars 1877 à Berne. Membre du comité de la Fédération des remonteurs (1886-1888), représentant ouvrier au comité de la Fédération horlogère mixte (1887-1889) et cofondateur de l'Union ouvrière de Saint-Imier (1891), il participa au lancement du Socialiste, éphémère organe romand (1891-1892).

Au procès de Nicolet et consorts en 1890, il dit qu'il "regrette de n'avoir pas toujours été un anarchiste sans restriction et de s'être occupé de fadaises légales, telles que l'organisation du travail par l'Etat" (Révolte 17, 11 janvier 1890).

En 1892, il publie avec Albert Nicolet et Jules Coullery la brochure Les anarchistes et ce qu'ils veulent, signée « Un groupe d'anarchistes suisses, largement diffusée et traduite en italien. Il adhère à la Fédération ouvrière horlogère, organisation indépendante du Secrétariat ouvrier.

En mars 1893, le fabricant horloger Gygax licencie une dizaine d'acheveurs qui refusent de faire des heures supplémentaires non rémunérées ; en mai, il essaie de baisser les salaires et de favoriser les ouvriers non syndiqués. Les ouvriers ripostent en donnant leur quinzaine, puis le 29 mai ils manifestent devant la fabrique et lancent des pierres contre les vitres ; l'émeute grandit avec l'arrivée des gendarmes et des pompiers, et fait une vingtaine de blessés. Les gendarmes arrivés de Berne (chef-lieu du canton) arrêtent 32 ouvriers. Dubois est condamné en mai 1894 à dix mois de prison pour avoir été meneur et s'être déclaré anarchiste (tout comme Jules Coullery, Ernest Droz et Alexis Meyrat). Il resta toujours fidèle à ses convictions anarchistes. En 1908 il est un des animateurs du Groupe d'instruction mutuelle de Saint-Imier, avec Jules Coullery, Ernest Droz et Emile Flotron. Correspondant occasionnel du journal socialiste La Sentinelle. Il publie encore la brochure Patrie, Patriotisme, Ed. Cercle ouvrier, Saint-Imier 1912.



Tiré du Chantier biographique des anarchistes en Suisse :  
<http://www.anarca-bolo.ch/cbach/biografie.php?id=270>

## Maurice Born

« Pour moi, je ne connais rien d'aussi navrant que d'être anarchiste à Saint-imier » -

### Alcide Dubois : une existence exemplaire

Ce texte retranscrit la conférence donnée à Saint-Imier, au théâtre d'Espace noir, dans le cadre de *Saint-Imier ad lib*, le 22 avril 2008.

*Il n'avait pas le don d'inventer la réalité et ne pouvait comprendre qu'en ayant transformé les idées en événements concrets, ce qui prenait beaucoup de temps ; il devait se représenter la steppe en jachère dans un lieu familier, y transporter les maisons de son village, et voir ce que cela allait donner.*

Andreï Platonov, *Tchevengour*<sup>1</sup>

Nous allons, si vous le voulez bien, suivre la trace d'un homme hors du commun \_ il n'aurait pas aimé cette formule \_, disons d'un honnête homme dont l'existence se confond pendant un temps avec le mouvement de la Fédération jurassienne.

Mais parler d'un homme c'est aussi, c'est d'abord parler de ce qui l'entoure, de la manière dont il influe sur et est influencé par le milieu dans lequel il baigne. Je crains donc de vous emmener dans un monstrueux détour auquel je ne peux me soustraire, ce d'autant moins que dans le cas qui nous occupe, ne pas en parler nous condamnerait à répéter les banalités qu'on entend depuis plus de cent ans sur les causes de la naissance d'un mouvement libertaire dans les vallées jurassiennes.

Que nous dit-on ? Que ces jurassiens vivant dans un pays rude et froid ne s'étaient jamais complètement assimilés à la plaine. Que travaillant à l'établi, ou dans de petits ateliers, il y avait chez eux plus d'originalité et d'indépendance, que la précision de leur ouvrage les préparait à être des organisateurs. On ajoute \_ sans se rendre -compte qu'il s'agit là d'une contradiction avec ce qui précède \_ que l'industrialisation de la contrée permit seule à ces hommes de s'unir dans la lutte. Pour couronner le tout, on avance \_ vous trouverez cela chez Thomann, et même chez Kropotkine<sup>2</sup>\_ que les ouvriers horlogers du Jura étaient particulièrement intelligents. Ne reste plus qu'à introduire Bakounine et Kropotkine \_ l'étincelle \_ et la bombe explose !

Et voilà justement pourquoi votre fille est muette !

Désolé, je trouve ça un peu court. Non que je dénie toutes ces qualités aux libertaires du vallon, je les leur accorde volontiers, restant pourtant persuadé que la proportion de cons devait y être à peu près égale à celle des autres régions, je dis cependant que prétendre expliquer la naissance, le développement et la mise en pratique d'un mouvement libertaire à partir de telles généralités est proprement simpliste, et j'ajouterais même un peu louche.

Vouloir faire l'économie de l'histoire réelle des habitants de cette région, des fantastiques bouleversements auxquels ils ont été soumis en moins d'un siècle, des mouvements d'idées qui les ont traversés, auxquels ils ont adhéré et participé, c'est empêcher une compréhension réelle de la logique propre à ce qui se passera dans ce vallon dès la moitié du xix<sup>e</sup> siècle. C'est surtout favoriser une pensée fonctionnaliste qui voit en la Fédération un bref sursaut \_ une parenthèse à la limite du réactionnaire (... pourquoi pas un refus du machinisme, comme le développent certaines thèses ?) \_ avant que la logique de l'histoire \_ entendez ici le progrès, ou l'inévitable développement d'un monde industriel \_ ne vienne tout remettre sur le droit chemin<sup>3</sup>.

Voilà ce que je refuse. C'est pourquoi je vous invite à un détour, sorte de long prologue aux bribes d'existence de notre ami Alcide Dubois. Sans ces éclaircissements, nous ne comprendrions rien à la liberté de propos et d'attitude d'un homme comme lui. Il nous paraîtrait tout bonnement insensé, pire irréaliste, voire même passéiste.

C'est que le pays d'Alcide, bien que géographiquement situé dans ce vallon de Saint-Imier, est bien loin de nous. Vous verrez que sous peu, il présentera des allures si étrangères à nos pratiques contemporaines qu'il en paraîtra quasi exotique.

De 1790 à 1797, le Val de Saint-Imier vit en révolution permanente. Les habitants, pris entre le Jura nord devenu français et intégré au département du Mont-Terrible, une régence de l'évêché de Bâle en décrépitude, et des confédérés frileux résolus à abandonner l'Erguel à son sort, se regroupent bientôt pour affirmer une indépendance nouvelle. Assemblées constituantes, érection d'arbres de la liberté, apparition de bonnets phrygiens, le vallon est en état insurrectionnel.

Cunier, pasteur de Courtelary, proclame qu'*il ne peut plus y avoir en Erguel d'autre autorité que celle du peuple entier* ; Liomin, maire de Saint-Imier, en appelle à *la précieuse égalité, qui fait le bonheur de l'homme*, et exhorte ses concitoyens à *former une République démocratique d'Erguel*. Dès la fin de 1792 et avec des fortunes diverses, l'Erguel élit les députés d'une assemblée qui tentera pendant cinq ans de maintenir une indépendance précaire... laquelle devra pourtant céder devant la force, lorsque, le 15 décembre 1797, le Général Gouvion de St-Cyr entre avec ses troupes dans le val de Saint-Imier, consacrant son annexion à la France.<sup>4</sup>

D'abord intégré au département du Mont-Terrible, notre coin de pays fait ensuite partie du département du Haut-Rhin dès le 17 février 1800. Pendant dix-sept années, Saint-Imier est donc une commune française. Ce qui signifie, même si l'on en a gardé peu de traces, que cette région a vécu l'Empire, la dictature de Napoléon, que des hommes du vallon se sont battus dans toute l'Europe, que nombreux sont morts pour la France... sans que trace en soit gardée. Troublant, non ? Et puis dès la fin de 1813, les soldats autrichiens, puis prussiens et même russes, bref toutes les troupes alliées contre Napoléon vont envahir le Jura.

Pendant deux ans la contrée sera réquisitionnée, ravagée. De cela non plus, on ne garde aucun souvenir.

1815 \_ Congrès de Vienne. Offerts au canton de Berne par la volonté des Princes, les Erguéliens redeviennent confédérés sans bien sûr avoir été véritablement consultés pour cela !

L'épisode laissera des traces et les Imériens ne se résoudront pas facilement à renoncer aux coutumes sociales et politiques auxquelles ils ont adhéré sous la République. De plus, la population ne connaît pas ou très peu les nouvelles lois suisses, d'où avalanche de procès et d'amendes mal perçues. En suivant l'histoire intime de la région, on ne cesse de voir les vallonniers se rebeller contre leur situation nouvelle.

Ainsi trente ans durant, le canton de Berne ne cessera-t-il de placarder des avis interdisant l'usage des monnaies françaises dans le vallon et forçant à l'emploi de la monnaie bernoise : en vain ! J'ai retrouvé des condamnations à « vingt-cinq francs de France d'amende » en 1850, et en 1851 encore, quand la municipalité de Saint-Imier engage un agent de police supplémentaire, on peut lire que son traitement est estimé à un Louis d'or par mois<sup>5</sup>. Il faudra, après 1851 et l'établissement définitif du franc suisse, un long apprentissage de la frontière pour que, lentement, les Imériens se détournent de la France et de ses valeurs.

Dans les années 1850 encore, au moment où se mettent en place les accords douaniers, voit-on les habitants de Saint-Imier organiser une manifestation de rue pour protester contre les taxes

dont souffre dès lors *leur* vin. En effet, les Erguéliens boivent depuis des lustres le vin d'Arbois, qu'ils considèrent comme leur. On est habitué à voir les barriques chargées sur de lourds chariots tirés par six chevaux descendre chaque année le vallon, et on ne veut pas entendre parler des vins du plateau suisse pourtant plus proches. Le chansonnier jurassien Valentin Cuenin évoque cet épisode qui lui paraît tout bonnement ridicule, il dit :

« Puis les vins que je bois,  
le Katzhal et l'Arbois,  
passaient comme autrefois,  
sans gêne la frontière.  
Le pauvre travailleur,  
au prix de sa sueur,  
pouvait enfin sans peur,

danser dans sa chaumière.

Et puis voici venir la schlague,

amis ce n'est pas une blague ;

mais j'entends le chant du coucou

qui dit : les noirs vont se casser le cou. »<sup>6</sup>

On aura compris, et nous y reviendrons tout à l'heure, que les « noirs » ne sont autres que les réactionnaires qui ont repris le pouvoir à Berne aux élections de 1848, et auxquels s'opposent les « rouges », que l'on nomme aussi les radicaux.

L'épisode, qui nous ramène des troubles existentiels et sociaux aux faits politiques est aussi évoqué par Ernest Cœurderoy, exilé politique français de 1849 :

« Le gouvernement français, par exemple, interdit l'entrée de l'horlogerie suisse sur son territoire pour favoriser, envers et contre tout, une industrie nationale qui ne peut lutter ni pour la qualité ni pour le prix. La Suisse à son tour frappe nos vins de hautes taxes, et oblige ses nationaux à boire la détestable piquette des cantons de Vaud et de Neuchâtel. »<sup>7</sup>

Il faut dire que la confédération est alors toute théorique, la loi cantonale prime encore, et celle du canton de Berne est particulièrement arbitraire. En 1830, à la nouvelle des événements français, on voit ainsi, dès le mois d'août, éclater le mécontentement contre les patriciens absolutistes : pendant trois mois, on plante sur les places de village des arbres de la liberté, un air de révolte gagne la vallée et le Jura entier. On réclame une constitution démocratique. Stockmar rédige son célèbre pamphlet.

Puis les choses semblent se calmer, Berne déclarant remettre ses pouvoirs aux mains du peuple ; mais en janvier 1831, nouvelle volte-face : le Petit conseil décide faire occuper militairement le Jura et d'arrêter Stockmar. La révolution prend alors des proportions considérables, les hommes s'arment et descendent le vallon, se réunissent à Sonceboz, à Péry... bientôt le gouvernement doit faire marche arrière.

Ces événements aboutissent le 31 juillet 1831 à la première constitution votée par le peuple.

On voit par là que cette population adhère aux idées progressistes de liberté, de solidarité et qu'elle est prompte à se mobiliser pour les faire triompher. D'autres occasions vérifient le fait. 1845, corps francs contre Lucerne... 1848 surtout, qui voit les volontaires du vallon s'armer et former une colonne de deux cents hommes \_ dont cent-deux de Saint-Imier \_ pour participer à la révolution neuchâteloise.

Comme le remarquera, parlant de la population imérienne en 1851, le comique préfet Lombach (célèbre pour son rôle dans l'intermède qui va suivre)

« Nous devons craindre l'incrédulité, l'athéisme qui veut envahir le district, du moins dans les localités industrielles où les apôtres du dehors trouvent du terrain apte à recevoir leur semence (...) On attire les jeunes gens dans des clubs, dans des réunions politiques où on leur chauffe l'imagination avec des théories subversives et perturbatrices... »<sup>8</sup>

Qui sont donc ces « apôtres du dehors », que sont donc ces « clubs secrets » ? Pour le comprendre, il faut tout d'abord se souvenir de ceci : en l'an 1800, Saint-Imier compte 800 habitants. En 1850, on en dénombre 4'000, en 1875, 6'500, pour aboutir à la fin du siècle à quelque 8'000. Qu'est-ce à dire ? Que les habitants indigènes \_ paysans, artisans, bourgeois (au sens premier) \_ ne sont bientôt plus qu'une infime minorité ; en 1885, il ne reste plus que 300 bourgeois du lieu pour plus de 7'000 habitants. La plupart des Imériens du xix<sup>e</sup> siècle sont donc, comme dit Lombach, « du dehors ». Une masse d'ouvriers, attirés par la perspective d'emplois créés par la fabrication horlogère, composent cette population nouvelle, déracinée et tributaire de la seule manufacture. A l'opposé des possédants, ils appartiennent \_ dans les deux sens du verbe \_ à l'univers industriel. Parmi eux se recrutera le gros des troupes rouges.

Pas de confusion pourtant : « rouge » signifie pour le moment radical, libéral, opposé à la vieille oligarchie bernoise. Dans les rangs des « rouges » se retrouvent bourgeois éclairés, partisans du progrès social ou industriel, ouvriers d'ateliers, tous revendiquant le titre de citoyens. Les scissions ne sont pas encore brutales \_ même si certains commencent à deviner la supercherie \_, mais « les crises » ne tarderont pas à ouvrir les yeux de ce prolétariat en devenir.

A la date de 1850, on compte parmi les ouvriers de Saint-Imier 106 étrangers et 348 ressortissants d'autres cantons. Qui sont donc ces étrangers ? Pour la plus grande part, ce sont les révolutionnaires fuyant la réaction allemande après 1830. On a perdu aujourd'hui le souvenir de cette colonne de plus de deux cents réfugiés qui remonta alors le vallon, et qui dans chaque village était fêtée comme une armée de héros. Après leur installation, ces hommes prirent pourtant une importance considérable, se réunissant en « sociétés de réflexion » et autre « cercles de civilisation », répandant les idées nouvelles.

C'est que ce premier demi-siècle représente pour toute l'Europe l'âge des Révolutions et que la Suisse est alors l'asile privilégié des démocrates poursuivis. Réfugiés polonais, réfugiés allemands de la Bavière rhénane et du Grand duché de Bade, de 1830 et 48, Italiens vaincus de 1848 et 49, Français de 49 et 51, puis enfin de la Commune, tous trouvent en Suisse un asile plus ou moins long. Jusqu'à 1851 au moins, l'autonomie relative des cantons par rapport à la Confédération autorise des va-et-vient, des déplacements qui permettent de

contourner les mesures d'expulsion partielles. C'est aussi que dans de nombreuses parts de Suisse, les idées révolutionnaires et démocratiques inspirées par la France prédisposent à aider ces réfugiés. Des organisations sont créées, constituées pour part d'ouvriers allemands en fuite ou venus en Suisse faire leur tour de compagnons, pour part de l'émigration politique d'intellectuels fuyant la réaction allemande. A côté d'organisations proprement politiques comme la première *Jeune Allemagne* relayée par l'Italien Mazzini, se développe un réseau de sociétés d'éducation ouvrière<sup>9</sup>. Elles ont une activité sociale, hébergeant et aidant les nouveaux arrivants, les conseillant, créant des bibliothèques, des sociétés de chant, de musique. Mais bientôt elles effectueront un profond travail politique en propageant les idées de gauche parmi l'émigration allemande et les ouvriers suisses en contact avec elles, comme ceux par exemple de la célèbre société du Grütli dont nous reparlerons. Une constellation de groupements va ainsi voir le jour, chacun illustrant et défendant une tendance de la pensée révolutionnaire, libertaire, socialiste ou communiste pré-marxiste.

Il ne faudrait pas imaginer que ces mouvements limitent leur action aux grandes cités. Ils essaient au contraire dans presque toutes les localités industrielles. Pour ce qui concerne le Jura neuchâtelois et bernois, on peut citer au moins deux personnages d'importance qui influencèrent profondément la pensée dans le vallon dès la fin des années 30. Le premier se nomme Johann Philipp Becker<sup>10</sup>. Réfugié allemand du Palatinat, il s'installe en 1838 à Bienne où il fonde un Comité central des Allemands en Suisse, puis recrute parmi les ouvriers allemands et régionaux. Il mobilisera une légion allemande avec laquelle il retournera en Allemagne lors de la Révolution de 48, puis en mai 1849. Son action militaire lui valut d'être qualifié par Engels de « seul général de la révolution allemande »<sup>11</sup>. Sans doute influencé dans ses débuts par Wilhelm Christian Weitling, réfugié allemand à Zurich, précurseur du mouvement et apôtre d'un communisme chrétien, Becker<sup>12</sup> est un propagandiste hors pair. Il publiera à Bienne de nombreuses brochures et journaux (*La Révolution*, vite devenu *L'Evolution*, 1849), imprimés que l'on retrouvera dans l'ensemble du vallon de Saint-Imier. Ainsi l'horloger Hermann Jung, Imérien émigré à Londres où il occupera le poste de secrétaire-correspondant pour la Suisse dans le Conseil général de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) et secondera Marx pendant toute la période de la première Internationale, est-il tombé dans les écrits de Becker, par le biais de son père ferblantier, immigré allemand de 1829, dès sa tendre enfance<sup>13</sup>.

La biographie agitée de Weitling nous entraînerait à Genève, à Paris, puis de nouveau à Genève, où il créera en 1864 la première section de l'Internationale en Suisse.

Le second personnage important de cette diaspora allemande est un individu complexe et pour tout dire assez repoussant, du moins pour ce qui est de la fin de son existence. Il s'agit de Wilhelm Marr<sup>14</sup>. Exilé de Hambourg, il rejoint Lausanne après un passage à Vienne. Il sera avec Hermann Döleke le créateur de la

*Nouvelle jeune Allemagne*, qui s'attaqua au communisme chrétien de Weitling, con sidérant l'athéisme comme la base de toute action révolutionnaire, laquelle devait, selon lui, conduire à la destruction totale de l'ordre existant et au rejet de toute autorité.

Ses publications étaient largement répandues en éditions populaires, ainsi les *Blätter der Gegenwart für soziales Leben* (feuilles du présent pour une vie sociale) qui s'obtenaient par abonnement étaient-elles livrées par quarante exemplaires au Cercle de Civilisation de La Chaux-de-Fonds. L'action de Marr s'arrête en 1845, date à laquelle il est expulsé par le canton de Vaud. Au sujet de l'influence de cette *Nouvelle Jeune Allemagne* dans le vallon, il n'est pas anodin de savoir que Döleke passa de nombreuses soirées à Saint-Imier, où il intervint comme conférencier au Club local.

A côté des sociétés allemandes, et en partie inspirée par elles, naissait à Genève, en 1838, la société du Grütli. Regroupant des travailleurs et des intellectuels suisses (au départ suisses-allemands), elle se fixa pour but de développer les institutions démocratiques dans le sens social. Il se créa un grand nombre de sections locales dans la Suisse romande et en particulier dans les petites localités du Jura bernois. Saint-Imier possédait une forte section. On retrouvera dans les années 60 des membres du Grütli parmi les fondateurs de l'Association des travailleurs dans le Jura bernois.

Ajoutons l'influence, qui est loin d'être négligeable, de Français comme Proudhon et Fourier<sup>15</sup>, qui sont, faut-il le rappeler des voisins ? celle aussi de Cabet<sup>16</sup> dont on discute les écrits et les projets utopiques dans tous ces milieux et on comprendra mieux pourquoi et comment ces idées germent dans notre région.

En illustration, petite incursion dans la vie locale :

Le dimanche 12 janvier 1851, le corps de musique de Renan, qui se rend à Villeret, traverse le village de Saint-Imier par la rue principale. La population assiste au défilé. Or, à la hauteur de l'ancienne maison d'école<sup>17</sup>, le régent et quelques acolytes crient sur le passage de la société :

A bas les rouges ! C'est aujourd'hui le dernier dimanche de Bassewitz ! Cette rouge canaille en aura bientôt fini !

A ces mots, des citoyens indignés se précipitent sur le régent et le rouent de coups, le forçant à s'enfuir chez lui. Le même jour, des groupes de jeunes gens s'en prennent aux conservateurs connus \_ qu'on nomme alors les noirs ou les blancs<sup>18</sup>. Dans la soirée, un agent est retrouvé inanimé \_ ivresse ou attentat, c'est ce qu'on n'éclaircira jamais \_ ; on y voit la preuve d'une insurrection contre la force publique. Le peuple ne l'entend pas de cette oreille qui dès le lendemain raille l'événement dans une ritournelle :

« Pour un bouton

que perdent trois gendarmes  
on veut punir l'audacieux vallon !  
La garde noire fait appel aux armes,  
dans le canton on sème les alarmes  
pour un bouton ! »<sup>19</sup>

Que se passe-t-il donc dans le village ?

Le docteur Hermann Bassewitz, citoyen allemand, israélite comme on disait alors, et réfugié politique à Saint-Imier, est en passe d'être refoulé du canton<sup>20</sup>. Il est détesté par les milieux conservateurs pour ses idées libérales. Une sombre machination a abouti à son exclusion par décret du Conseil d'Etat. Aussitôt les libéraux font circuler une pétition en sa faveur. Tous les rouges du vallon prennent parti pour l'expulsé. L'épreuve de force est engagée.

Le 13 janvier 1851, des attroupements de jeunes gens se forment sur la Place du Marché. Les chants, les slogans libéraux fusent. On raille le pouvoir conservateur. Bientôt, un arbre de la Liberté est amené et planté au centre de la place. Malheureusement, précipitation ou maladresse, le sapin s'abat et dans sa chute écrase le jeune Gagnebin sous les yeux de sa femme.

Pendant ce temps, à Berne, l'occupation militaire du vallon a été décidée. Le 14, le colonel Gerwer et son état-major ont rejoint le préfet réactionnaire Lombach à la Préfecture de Courtelary. Ce ne sont pas moins de 1'200 hommes et...160 chevaux qui sont mobilisés pour cette occupation. Le lendemain, l'aile gauche du bataillon d'élite n° 67 se met en marche sur Saint-Imier.

Au village, on sonne le tocsin. Le Conseil municipal, suivi d'une foule populaire, précédé de la musique et des tambours, se porte à la rencontre des militaires, oriflammes déployés. Les deux détachements se rencontrent à la hauteur de la Place Neuve<sup>21</sup> : d'un côté, les troupes qui forment le carré ; de l'autre l'ensemble de la population, avec ses autorités, qui occupent la route principale et les rues avoisinantes. La police, qui se trouve du côté de l'armée, tente alors d'arrêter les fauteurs de trouble désignés par la préfecture. Mais une rumeur de colère gronde. Des cris de révolte fusent :

Aux armes, aux Vetterlis !

Les colonel Gerwer fait manœuvrer la troupe face aux émeutiers, puis donne l'ordre fatal :

Chargez... armes !

C'est un instant de tension insoutenable. Les femmes s'éloignent. Puis calmement \_ et heureusement \_ le maire s'avance et vient parlementer avec le colonel. On convient que les coupables présumés se rendront d'eux-mêmes à la Préfecture. Gerwer, qui ne paraît pas très sûr de ses troupes, doit se contenter de cette promesse. Les soldats reposent leurs armes. L'effervescence retombe. La manifestation se dissout lentement en petits groupes.

De ce jour et pour une durée d'un mois, les militaires vont occuper le haut du vallon. Mais dès le lendemain, l'inquiétude du colonel est à son comble... les troupes fraternisent avec la population, les soldats se promènent bras-dessus bras-dessous avec les démocrates. Dans les rues, dans les auberges qui ne désemplissent plus, on entend la fameuse chanson pamphlétaire *La Rouge* :

« Nous nous foutons Lombach, de tes entraves,  
De tes cachots, du glaive du bourreau,  
car ce vallon est un nid de braves,  
laissez dormir le glaive en son fourreau.  
Zin,zin, rantamplan,  
vivent les rouges, à bas les blancs ! »<sup>22</sup>

Pire, certains hommes de troupe arborent maintenant à la boutonnière le rameau de sapin, signe de ralliement des libéraux. Il règne une étrange atmosphère de liesse, l'émeute tourne à la fête. Les habitants ne travaillent plus, les ateliers sont vides malgré les exhortations des autorités :

« Ouvriers ! Que l'occupation militaire ne soit plus pour vous une cause de désœuvrement, mais rentrez dès au-jour'd'hui dans vos ateliers abandonnés et reprenez vos travaux ordinaires. »<sup>23</sup>

Le colonel fait donc savoir qu'à l'avenir, les fauteurs de trouble seront considérés comme ennemis et traités comme tels. Il interdit de chanter *La Rouge*. Rien n'y fait ! A bout de patience, et rendant le Conseil municipal responsable, il demande et obtient alors, le 31 janvier, sa destitution. Les citoyens sont convoqués pour une nouvelle élection, mais ils réélisent l'ancien conseil à la presque unanimité. L'occupation militaire tourne à la farce publique. Les élections sont cassées et un conseil provisoire est mis en place par la force. A sa tête, on place Meyrat-Montandon, un réactionnaire avéré. Enfin, le 10 février, le Préfet et le Conseil provisoire ayant complètement rassuré le Conseil d'état sur l'inexistence d'un complot organisé, ordre est donné de licencier la troupe d'occupation.

Une fois Saint-Imier libéré, une espèce de faux calme s'installe. Des manifestations sporadiques ont encore lieu. Dans la nuit du 28 mars, un nouvel arbre de liberté est planté sur la place, mais la garde communale l'enlève aussitôt.

Mêmes événements à Corgémont. De fait on attend l'amnistie tant réclamée des « présumés responsables des troubles ».

Les derniers internés politiques sortiront de prison un an plus tard, le 5 juin 1852. Leur accueil sera triomphal : deux mille personnes du haut-vallon les attendront à leur retour à Saint-Imier. Ce fut, dit la chronique, une fête comme on en voit peu ! On tirait le canon et le char enguirlandé, décoré de fleurs sur lequel ils se trouvaient, était tiré par six chevaux blancs.

« J'ai habité l'Italie, j'ai vu des révolutions à Milan, mais jamais je n'ai remarqué une audace pareille à celle d'une partie de la population de Saint-Imier »<sup>24</sup>, dira le réactionnaire Pierre Frédéric Meyrat.

On lit ici les traits de caractère des vallonniers. Cette observation ne fait d'ailleurs que confirmer une attitude généreuse, révolutionnaire, mais aussi volontaire, avide d'autonomie et... ne manquant pas d'humour. On comprend aussi que la peur véritable du canton est celle d'une insurrection générale. C'est que les vallonniers, nous l'avons dit, sont prompts à sortir leurs armes et l'on craint qu'avec l'aide des Chaux-de-Fonniers ne se recréent des corps francs, dans le but d'« exterminer les *noirs* et marcher ensuite sur Berne »<sup>25</sup>. A cette époque trois publications en français font le délice de la population. La première, *Joko, le révélateur*, est publiée à Berne par des jurassiens « rouges ». C'est un journal satyrique qui traite de la vie politique dans notre région. La deuxième se nomme *La Tête de mort* et paraît à Saint-Imier. Ce périodique de la société du même nom est dirigé par deux militants, un nommé Gigon et Pierre Mosimann dit Biblo (« dangereux sous tous les rapports », dira la police) \_ qui seront arrêtés au moment des événements précédents. Ces deux hommes sont, nous le savons par diverses relations, extrêmement populaires dans le village. Résolument anarchiste et violent dans son propos \_ Ni dieu, ni maître \_, maniant pourtant l'humour, leur journal semble inspiré par les thèses de ce Wilhelm Marr que nous évoquions tout à l'heure. Enfin le journal de Pierre Coullery, dont nous parlerons tout à l'heure, *Le Travailleur*, est perpétuellement accusé par le pouvoir d'exciter les pauvres contre les riches...

Au plan international maintenant, les idées dont nous parlons font dans ces années 50 un pas de géant. En effet, réunie à Londres en 1855, une assemblée de proscrits français, allemands, polonais, anglais et belges proposent une pionnière *Association internationale* (ce sera son nom).

Précédant Londres, notre région parle, dès 1851 déjà, de la nécessité d'une union nationale et universelle des ouvriers. Un petit journal, *Le Travailleur*, qui paraît à La Chaux-de-Fonds, relate les travaux d'un comité d'initiative pour un congrès suisse et félicite les ouvriers du côté bernois d'en avoir établi le programme pour 1852<sup>26</sup>.

L'Association internationale londonienne ne durera que quatre années, mais constituera le germe de ce qui deviendra, à Londres toujours, le 28 septembre

1864, l'*Association Internationale des Travailleurs* (AIT), nommée plus tard *Première internationale*, et dont les statuts sont rédigés par Karl Marx. La nouvelle se répand en Europe comme une traînée de poudre.

Dans le Jura, un médecin installé à La Chaux-de-Fonds, le bruntrutain Pierre Coullery, depuis longtemps impliqué dans « la question sociale », prend contact avec le conseil général de l'AiT et s'active dès le début de 1865 pour en faire connaître le règlement provisoire dans le journal *Le National*. Ainsi naît la section chaux-de-fonnière de l'AiT. A la fin de cette même année paraît le premier numéro de la *Voix de l'avenir*, organe de l'AiT. Coullery, « le bon docteur » se fixera pour tâche de faire adhérer à l'association toutes les sections de métiers (embryons de syndicats) du Jura.

Dès 1866, la *Voix de l'avenir* annonce la création des sections de Bienne, Sonvilier et Boncourt. A la fin du mois d'avril, la section de La Chaux-de-Fonds compte 280 membres, celle de Saint-Imier 150.

Il faut dire qu'à ce moment-là, à cause d'une crise<sup>27</sup>, le patronat exerce une forte pression sur les salaires. La section de Sonvilier, qui publie une Enquête sur la situation des ouvriers horlogers relève les conditions suivantes : La journée de travail est de douze heures, le salaire quotidien varie entre 1,50 et 4,50 francs, avec une moyenne de 3 francs. Or, et l'enquête le détaille, les dépenses d'une famille se montent à 5,35 francs. Si l'on ajoute que le salaire est payé tous les six mois, à la St-Jean et à la St-Martin, on voit que l'ouvrier ne vit qu'à crédit et s'endette forcément<sup>28</sup>. Le mécontentement est donc grand et favorise les adhésions à un organisme défenseur des ouvriers.

Une fois encore, s'il est bien instructif de suivre l'histoire officielle, elle pourrait nous laisser penser que l'idée d'associations par professions revient à l'AiT : ce qui est faux ! En effet si l'on étudie la vie des métiers dans le vallon, on découvre bien vite que l'association y est pratiquée depuis longtemps déjà. Les ouvriers prennent très tôt leur destinée en main. Regroupements par corps de métier, Mutuelles, qu'on appelait alors « Sociétés ou Caisses de résistance » \_ la première à Saint-Imier date de 1849 \_ , coopératives de consommation \_ *La Sociale*, boulangerie coopérative ouvrière créée en 1858, et que certains d'entre nous ont encore connue... qui gardera ses statuts jusqu'en 1958 \_ , sociétés de métiers comme celles des monteurs de boîtes, comme l'Union des remonteurs...

Toutes ces structures existent une bonne quinzaine d'années avant le programme international. Elles adhéreront à l'AiT dans un deuxième temps, mais sont en pleine activité quand Marx en propose la création. En sus de la défense de leurs membres, d'une mutuelle ouvrière, elles développent des activités telles que cours de langues, de mathématiques, de dessin<sup>29</sup>. Elles possèdent souvent une bibliothèque, une salle de réunion. Jean Maitron, historien du mouvement ouvrier dira un jour : « Si la théorie du communisme libertaire appartient aux penseurs, sa pratique a été inventée dans la Fédération jurassienne ».

Ce n'est pas ici le lieu de faire l'historique de la Première Internationale et de la Fédération jurassienne<sup>30</sup> \_ c'est dommage, comme dit Brassens, ça nous aurait fait rire un peu \_, nous nous contenterons donc de les croiser au cours de ce récit.

Evidemment ces adhésions à l'Internationale ne manquent pas de provoquer rapidement des réactions patronales :

« Ensuite des regrettables événements qui entravent actuellement la liberté de travail, événements qui démontrent le but et les tendances de la Société internationale des travailleurs de substituer à la liberté individuelle de l'ouvrier, l'obéissance passive à des ordres venant du dehors et de rendre illusoire l'autorité du chef de maison.

Considérant qu'un tel mode de vivre est incompatible avec l'harmonie et la confiance qui doivent régner entre patrons et ouvriers.

En évitation de conflits inévitables et nuisibles à chacun, je crois devoir annoncer que dorénavant tout ouvrier faisant partie de la susdite association internationale des travailleurs ne sera plus admis à travailler dans nos ateliers.

Ernest Francillon, décembre 1868<sup>31</sup>

Ce refus n'exprime pourtant pas l'unanimité de l'opinion libérale. Ainsi Pierre Jolissaint, qui devint le radical que l'on sait, sera le premier président de la section internationaliste coulleryste de Saint-Imier en 1867, avant de la quitter dix ans plus tard dans un éclat adressé aux collectivistes révolutionnaires : « Plus d'état, dites-vous. Que voulez-vous donc ? Des patriarches ? Et votre commune autonome sera-t-elle la commune russe avec le collectivisme ? Si c'est là votre idéal, nous n'en voulons rien. »<sup>32</sup>

En 1868, les sections de Saint-Imier et Sonvilier fusionnent, Adhémar Schwitzguébel, de Sonvilier, graveur, partisan de la propriété collective et qui adhéra en 1869 à l'Alliance de Bakounine, devient le principal animateur de la nouvelle *Section du district de Courtelary*.

Au Locle, James Guillaume a créé dès septembre 1866 une section de l'AIT avec Constant Meuron<sup>33</sup>. La section prend très rapidement une couleur collectiviste, et la rencontre avec Bakounine, en février 1869, fournit à Guillaume l'armature théorique qui le décide à s'engager sur une base fédéraliste et autonomiste. Viré de son poste d'instituteur en août de la même année, il se réfugie à Neuchâtel où il reprend une petite imprimerie qui appartenait à son père.

Ces deux hommes, réfléchis et résolus, seront incontestablement non les chefs mais les leaders de ce qui deviendra la Fédération jurassienne, bien qu'il faille tempérer cette affirmation par le témoignage de Kropotkine, qui visite une première fois les ouvriers du vallon cinq mois avant la scission de 1872 et en rendra compte dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire* :

« L'absence de distinction entre les chefs et la masse, dans la Fédération jurassienne, produisait ce résultat qu'il n'était pas une question sur laquelle chaque membre de la Fédération ne s'efforçât de se former une opinion personnelle et indépendante. Je vis qu'ici les ouvriers n'étaient pas une *masse* dirigée par quelques hommes qui les faisait servir aux fins de leur politique ; leurs chefs étaient simplement les plus actifs parmi leurs camarades, des hommes d'initiative plutôt que des chefs. La clarté de vue, la solidité du jugement, la faculté d'analyser des questions sociales compliquées, que j'observai parmi ces ouvriers, en particulier parmi ceux qui étaient déjà d'un certain âge, firent sur moi une profonde impression ; et je suis fermement persuadé que si la Fédération jurassienne a joué un rôle prépondérant dans le développement du socialisme, ce n'est pas seulement à cause des idées antigouvernementales et fédéralistes dont elle a été le champion, mais aussi à cause de l'expression donnée à ces idées par le bon sens de ces ouvriers du Jura. Sans leur aide, ces conceptions auraient pu rester longtemps à l'état de simples abstractions. »<sup>34</sup>

Une fois encore, je vous passerai les innombrables réunions, locales, romandes, fédérales et internationales qui émaillent, entre 1864 et 1872 l'existence de la première internationale, et l'éclosion de deux tendances, l'une collectiviste anti-autoritaire, et l'autre proprement marxiste. Je vous parlerai simplement du deuxième congrès romand qui se tint à La Chaux-de-Fonds le 3 avril 1870, d'abord parce qu'il est le signe avant-coureur, le modèle en fait de la scission qui se concrétisera à La Haye en 1872, ensuite parce que les positions y sont clairement définies. Les collectivistes sont ici représentés par onze sections du Jura et deux de Vevey, les partisans de la ligne réformiste par dix-neuf sections genevoises et trois sections coullerystes de La Chaux-de-Fonds.

Un vote d'importance secondaire (admission de la section genevoise de L'Alliance que l'on identifia avec la personne de Bakounine) se clôt par la victoire des collectivistes, mais la minorité refuse de se soumettre et intime à la majorité d'avoir à vider les lieux ! Sur quoi, la majorité collectiviste (bonne poire) se retire et continue son congrès dans un autre local. Dès lors, existeront deux groupes portant le nom de Fédération romande et il faudra attendre 1871, pour que les jurassiens acceptent, sur la recommandation de la Conférence de Londres, de se nommer *Fédération Jurassienne*. De fait, l'antagonisme est profond, il recouvre les notions d'athéisme, de centralisation, de participation à la politique nationale, et plus généralement d'autonomie. Chaque camp fixera ses positions en fin de congrès, je vous les donne ci-dessous :

Attitude des jurassiens vis-à-vis des gouvernements :

« Considérant que l'émancipation définitive du travail ne peut avoir lieu que par la transformation de la société politique, fondée sur le privilège et l'autorité, en société économique fondée sur l'égalité et la liberté ;

Que tout gouvernement ou état politique n'est rien d'autre que l'organisation de l'exploitation bourgeoise, exploitation dont la formule s'appelle droit juridique ;

Que toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autres résultats que la consolidation de l'ordre de choses existant, ce qui paralyserait l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat ;

Le Congrès romand recommande à toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs de renoncer à toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen des réformes politiques nationales, et de porter toute leur activité sur la constitution fédérative des corps de métiers, seul moyen d'assurer le succès de la révolution sociale. Cette fédération est la véritable représentation du travail, qui doit avoir lieu absolument en dehors des gouvernements politiques. »

Attitude des réformistes :

« 1. Nous combattons l'abstention politique comme étant funeste par ses conséquences pour notre cause commune.

2. Quand nous professons l'intervention politique et les candidatures ouvrières, il est bien entendu que nous ne croyons point que nous puissions arriver à notre émancipation par la voie de la représentation ouvrière dans les conseils législatifs et exécutifs. Nous savons fort bien que les régimes actuels doivent nécessairement être supprimés ; nous voulons seulement nous servir de cette représentation comme d'un moyen d'agitation qui ne doit pas être négligé par la tactique que nous avons à suivre dans cette lutte.

3. L'intervention dans la politique étant pour nous un moyen d'agitation, il est évident que notre grand but tend à la transformation intégrale des rapports sociaux, et que, pour nous, toute agitation politique sans rapports directs aux questions sociales serait nulle et stérile ; que, par conséquent, toute agitation politique est subordonnée au mouvement socialiste et ne lui sert que de moyen...

4. Ceci admis, il est bien entendu que l'Internationale doit poursuivre énergiquement son organisation à elle, qui n'est que la forme préparatoire de l'avenir. C'est dans ce sens que nous adhérons pleinement à l'idée de la représentation du travail...

5. Nous ne croyons pas, vu la situation de l'Internationale, qu'elle doive intervenir comme corporation dans la politique actuelle... Mais nous croyons qu'individuellement chaque membre doit intervenir, autant que faire se peut, dans la politique en se conformant aux principes que nous venons d'exposer. »<sup>35</sup>

Voilà... la faille ne fera maintenant que s'approfondir, exacerbée par la prétention du Conseil général de Londres de l'AIT (et de Marx, donc) à être obéi, là où s'affirme au contraire un désir d'autonomie...

Après des tergiversations incessantes, prétendues tentatives de réconciliations, après encore l'interruption due à la guerre de 1870, on aboutira, lors du Congrès qui se tient à La Haye du 2 au 7 septembre 1872, à l'éviction de la tendance autonomiste<sup>36</sup>. La ligne dure, menée par Marx, exclura en effet de l'Internationale James Guillaume et Michel Bakounine. Adhémar Schwitzguébel évitera de justesse le rejet. Mais un certain nombre de fédérations refusent le diktat et sur une proposition italienne, décident d'un congrès anti-autoritaire qui se tiendra le 15 septembre à Saint-Imier, à l'Hôtel de la maison de ville<sup>37</sup>. Sont présents les représentants des fédérations espagnole, italienne, des délégués de sections françaises et américaines et bien sûr les délégués de la Fédération jurassienne.

Les résolutions de ce congrès et la constitution d'un lien fédératif entre les fédérations de l'Internationale \_ et les groupes nouveaux qui viendraient se joindre à elles \_ marquent la rupture définitive avec le Conseil général de Londres. Celui-ci n'est dès lors qu'un fantôme et n'existera plus que virtuellement après son transfert à New York.

Dès lors, et pour six années au moins, la Fédération jurassienne sera le fer de lance d'un mouvement anti-autoritaire (alors que son importance numérique ne le justifie en rien) et le *Bulletin de la Fédération jurassienne*<sup>38</sup>, dont le premier numéro est paru en février en sera l'organe officiel. Le nom même de « jurassienne » signifie dès lors bien plus qu'une région, puisque cette fédération comprendra des sections de tous horizons. Les réfugiés de la Commune viendront à leur tour en grossir les rangs, apportant leur expérience d'une commune vécue et assumée. Tel Jean-Louis Pindy (1840-1917), gouverneur de l'Hôtel de ville de Paris pendant la Commune, qui se réfugiera à La Chaux-de-Fonds. Il deviendra membre du comité fédéral jurassien depuis 1873, et secrétaire du bureau fédéral international de l'AIT de 1874 à 1877. (Pour la petite histoire, *La Jurassienne* écrite par le français Charles Keller, sera aussi le titre d'un chant révolutionnaire mis en musique par Guillaume et qui deviendra l'hymne officiel de la fédération dès 1874.<sup>39</sup>)

En 1872, le nombre d'ouvriers (Allemands, Italiens, Alsaciens, Français) travaillant à la ligne de chemin de fer Sonvilier-Les Convers s'élève à mille, mais aucune jonction ne sera vraiment réussie avec eux. Les horlogers se concentrent sur leurs unions et semblent ne pas réussir la rencontre avec cette frange d'immigrés provisoires.

Pourtant dans le même temps se réactivent les liens avec la France voisine. Des sections se créent à Besançon, à Pontarlier, dans de nombreux villages du Doubs et du Jura. On n'hésite plus à traverser la frontière pour travailler, spécialement afin de contourner les interdictions patronales. L'activité des sections du vallon est alors considérable : invitation de conférenciers célèbres, cercles d'étude,

publication des *Almanachs du peuple* (à la fois délasserment et pédagogie). Parution du *Mémoire présenté par la Fédération jurassienne*<sup>40</sup> adressé à toutes les fédérations de l'Internationale, qui explicite la démarche et l'histoire de cette fédération indépendante. Bref, la région devient le foyer d'une véritable agitation anarchiste et le guide de l'ensemble du mouvement. -

## II

Alcide Dubois , donc...

Dubois naît en l'année 1856 au village des Bois. On peut supposer qu'il baigne dans l'atmosphère de lutte que nous avons évoquée dès son enfance, courte enfance puisqu'à cette époque l'apprentissage débute vers douze ou treize ans. Fils d'horloger, il sera faiseur de secrets<sup>41</sup>. On lui connaît un frère, Arnold, lui aussi horloger, qui émigrera vers la France et se fixera à Besançon, où il deviendra à son tour un Internationaliste. Quant à Alcide, il rejoint bientôt Saint-Imier. En 1873, soit à l'âge de dix-sept ans, il devient membre de l'Internationale des travailleurs par le biais de son adhésion à sa section de métier, c'est-à-dire aussitôt que son âge le lui permet. Ne vous étonnez pas de cette précocité : Hermann Jung, dont nous parlons tout à l'heure, quitte Saint-Imier pour Londres à dix-neuf ans, en 1855, et confie dans une lettre à Coullery : « Vous fûtes, sans le savoir, mon premier professeur sur la question sociale ; je n'avais pas douze ans que déjà je vous lisais. »

Âgé de vingt ans, il participe en 1876 au Congrès fédéraliste de l'Association des travailleurs à Berne. Délégué des sections de Saint-Imier et Sonvilier, il en est un des quatre secrétaires. Dès lors, il est de toutes les réunions, locales ou régionales, où il se fait remarquer par la qualité de sa réflexion.

Il épouse bientôt Julie Emma Sémon, dont il aura deux fils.

Ici intervient le récit d'une manifestation qui n'est pas en soi extraordinaire, mais une fois de plus passionnante et tragique par ses suites qui marqueront profondément le mouvement.

Le 18 mars 76, date anniversaire de la Commune, une société ouvrière récente, le Sozialdemokratischer Verein prend l'initiative d'une réunion et d'un cortège à Berne. Les manifestants se réunissent sur la place de la Cathédrale avec la fanfare du Grütli. Mais la réaction bernoise ne l'entend pas de cette oreille. Elle a recruté une bande d'« assommeurs munis de gourdins » conduits par un certain nombre de patrons et de jeunes aristocrates. Il s'attaquent d'abord à la fanfare qu'ils dispersent. Malgré cet incident, le cortège des manifestants s'ébranle, éclairé de torches et précédé d'un drapeau rouge. Mais bientôt la manifestation est assaillie à coups de pierres et de gourdins, les engagements se transforment en véritable bataille, des socialistes sont jetés à terre, piétinés, le drapeau rouge est transformé en lambeaux et le cortège dispersé.<sup>42</sup>

Cet acte restera en mémoire des internationalistes, et l'année suivante, à la même date, une cohorte de la Fédération jurassienne se rend à Berne. On trouve là Adhémar Schwitzguébel, qui portera le superbe drapeau rouge frangé d'or \_ confectionné à La Chaux-de-Fonds par le socialiste lyonnais Baudrand \_, Adolf Herter, Ulysse Eberhardt, Adhémar Chopard, Joseph Lampert, Jules Lœtscher, Alcide Dubois et Henri Eberhardt, tous venus du vallon de Saint-Imier ; James Guillaume, de Neuchâtel ; de La Chaux-de-Fonds, se rassemblent Auguste Spichiger, Franz Huguenin, Jean-Louis Pindy, Jallot, Ferré, Baudrand, Kropotkine, Lenz ; Chautemps de Bienne ainsi que des amis vaudois, jurassiens et genevois. On doit à la vérité de dire que le souvenir de l'année précédente aidant, ces hommes ont emporté de quoi se défendre : coups de poings américains, casse-têtes en plomb fabriqués chez Pindy et naturellement solides cannes. Brousse, proscrit de la Commune habitant Berne leur a envoyé une chanson de circonstance, dont voici le refrain :

« Le voilà, le voilà, regardez !

Il flotte, et, fier, il bouge,

Ses longs plis au combat préparé

Osez le défier,

Notre superbe drapeau rouge,

Rouge du sang de l'ouvrier ! »<sup>39</sup>

Dans le train, les compagnons s'entraînent aux couplets. A Berne, la manifestation rassemble des internationaux venus de toute la Suisse, et le cortège se forme pour accueillir les délégués zurichoïses et bâloïses qui apportent un second drapeau rouge en gare de Berne. Au moment de la remise en marche du cortège apparaissent le Préfet de Wattenwil et l'inspecteur de police De Werdt, accompagnés d'un détachement de gendarmerie. Il s'approchent de Schwitzguébel et lui signifient que la présence de drapeaux rouges pourrait provoquer du désordre, puis lui demandent de les faire disparaître. Schwitzguébel refuse, arguant de son bon droit quand trois gendarmes s'emparent de son drapeau par derrière. Aussitôt les internationaux, ils sont environ deux cents, se jettent sur les agresseurs ; d'autres gendarmes, puis un détachement d'artilleurs dégainent leur sabres. En un clin d'œil, une lutte acharnée s'engage. Les policiers sont désarmés et la police essuie une défaite complète. Une fois les agents mis en déroute, on s'aperçoit que si le drapeau rouge zurichoïse est préservé, le drapeau des jurassiens a disparu. Seuls deux hommes sont arrêtés, qui seront libérés dans l'après-midi. Les internationaux se rendent ensuite en cohorte au lieu de l'assemblée prévue qui se déroulera sans autre incident.<sup>44</sup>

Dès le lendemain matin, plusieurs ouvriers bernois sont licenciés pour avoir accompagné le drapeau rouge. La presse bourgeoise condamne bien sûr sévèrement ce qu'elle veut faire passer pour des crimes de droit commun ; pourtant un journal jurassien, *L'Union jurassienne*, organe protestant, constate le progrès des collectivistes et leur force morale lorsqu'il écrit parlant des procédés sommaires de la police à leur égard :

« Il faudra mieux que cela pour vaincre l'audacieux parti qui menace de bouleverser la société et commence par mettre en question les bases mêmes sur lesquelles elle repose. Ne le cachons pas, ce parti est une puissance : tantôt nombreux et compacts [*sic*], tantôt épuisé et presque mourant, il reparaît et ressuscite, organisant des sections y établissant une discipline sévère, développant ses théories dans des conférences publiques, et, comme ces mystérieux fléaux qui s'avancent dans l'ombre, marchant avec une confiance et une conviction qui manquent à bien d'autres, à la conquête de l'avenir. »<sup>45</sup>

Les membres de la Fédération qui ont pris part à la manifestation bernoise adressent à M. le juge d'instruction une lettre par laquelle ils l'informent de leur participation et demandent à être impliqués dans le procès ouvert à propos de cette affaire. Le tribunal bernois n'a jamais vu pareils coupables. C'est qu'il ignore que cette solidarité vise à protéger les proscrits étrangers à qui ce procès coûterait leur permis de séjour. Grâce à ce sacrifice, la police ignorera toujours les noms de Pierre Krotopkine, de Jean-Louis Pindy, de Ferré, de Jallot, de Gevin, de Lenz et même de Plekhanof qui avait été leur invité.

Le procès a lieu le 16 août de cette année et se présente comme une véritable comédie. Mais l'issue est prévue et les prévenus sont condamnés à des peines de soixante à dix jours de prison et aux frais de la partie civile.

A l'automne 1877, les anarchistes jurassiens condamnés se constituent prisonniers. La plupart seront enfermés à Courtelary. Ils sont bien traités, ils peuvent communiquer entre eux, recevoir des visites, écrire des lettres et travailler comme ils l'entendent. Le *Bulletin de la fédération jurassienne* donne régulièrement de leurs nouvelles : « A la prison de Courtelary, il ne s'est pas trouvé assez de cellules disponibles pour que les condamnés pussent se constituer prisonniers tous à la fois. A l'heure qu'il est, les condamnés qui font leur prison sont au nombre de huit : Joseph Lampert, Ulysse Eberhardt, Adhémar Chopard, Alcide Dubois, Camille Châtelain, Adolphe Herter, Henri Eberhardt et James Guillaume. Châtelain, qui est peintre en cadrans, travaille son métier dans sa cellule ; Lampert et Chopard sont ensemble dans une grande cellule ; le premier est graveur, l'autre guillocheur, et ils travaillent aussi leur métier. Lorsqu'ils sont entrés en prison, au milieu de septembre, il a fallu prendre un char et un cheval pour transporter de Sonvilier à Courtelary le tour à guillocher de Chopard ; les condamnés ont profité du véhicule pour faire la route, et, après avoir arboré sur le char un drapeau rouge, ils ont traversé ainsi Saint-Imier, Villeret, Cormoret et Courtelary. James Guillaume s'est constitué prisonnier vendredi, et a apporté avec lui, sans que le geôlier y mît obstacle, une malle

pleine de livres pour pouvoir continuer sa besogne quotidienne. Les quatre autres prisonniers, deux graveurs, un guillocheur et un faiseur de secrets [*Dubois*], sont malheureusement sans travail, l'ouvrage étant rare en ce moment de crise. »<sup>46</sup>

Dans les années 1875-76, les sections de métiers se font plus nombreuses, au détriment des sections centrales. Un hiatus commence à apparaître entre l'action syndicale et le travail de critique politique et théorique. Cette division marque le moment, où par opportunisme, par découragement, une part des ouvriers se laisse séduire par l'idée de la délégation, de la centralisation du mouvement syndical, c'est à dire par le discours de la bourgeoisie. Cette manipulation patronale en sous-main installe la lutte ouvrière dans l'espoir d'une amélioration du sort prolétarien à *l'intérieur* de la société existante, et non plus dans un changement radical de cette société. Par contrecoup, certains tenants de la Révolution se radicalisent à leur tour, et envisagent des formes de révolte plus violentes.

Le 25 mars 1878 paraît le dernier numéro du *Bulletin de la Fédération jurassienne*.

James Guillaume, qui pendant six ans avait fait paraître en dépit de tous les obstacles le *Bulletin*, et qui ne vivait plus qu'en donnant des leçons particulières, ne trouve plus à sa sortie de prison aucun accueil dans la bourgeoisie neuchâteloise dont il dépend complètement pour vivre. Il gagne en effet sa croûte en donnant des cours dans divers pensionnats de la ville. Rejeté de partout, ruiné, et désespérant d'un mouvement ouvrier qu'il voit séduit par les sirènes du syndicalisme conforme, il se résout à quitter la Suisse pour Paris en mai 1878. Nous ne pouvons pas ici conter la fin de son existence, laquelle fut pourtant riche.<sup>47</sup>

Comme lui, et pour les mêmes raisons, Auguste Spychiger, autre compagnon s'exilera à son tour, avant de revenir terminer son âge à La Chaux-de-Fonds.

Dans la grande Fédération jurassienne, un certain découragement s'installe, et la tentation du passage à l'acte (chez certains Italiens, Espagnols, Français) gagne une part des résistants au légalisme vécu comme un abandon.

Si la fin des années 70 voit en effet se dessiner une tendance à la propagande par le fait, il importe de clarifier cette notion. Bien des historiens contemporains, négligeant une réflexion réelle, se contentent d'adopter la formule qu'utilisera le Procureur du procès fait à *L'Avant-garde* en 1879 : « La propagande par le fait, c'est l'assassinat ! »<sup>48</sup>

Voici donc ce qu'il en reste aujourd'hui. Mais la notion était bien plus large : quand les jurassiens organisaient librement les corps de métier, quand ils tentaient d'intervenir dans la production grâce aux caisses de résistance, quand ils réalisaient des sociétés de secours indépendantes de la bourgeoisie, qu'ils mettaient en place des coopératives d'alimentation, ils étaient en pleine

propagande par le fait (ils n'avaient pas l'illusion d'en faire des leviers révolutionnaires, mais des moyens d'apprentissage par le fait). Par leur réussite dans les faits, ces actions montraient une voie différente, elles confortaient l'ouvrier dans sa résistance au modèle dominant.

« L'idée sera jetée, non sur le papier, non sur un journal, non sur un tableau, elle ne sera pas sculptée en marbre, ni taillée en pierre, ni coulée en bronze ; elle marchera, en chair et en os, vivante, devant le peuple »<sup>49</sup>, dira Bakounine. Le fait contient un solide enseignement parce qu'il prend vie.

Maintenant, pas de faux fuyants : la violence existe aussi dans les faits. D'abord, nul anarchiste n'ignore que la Révolution finale, la révolution sociale... sera violente, et il y est prêt, même si les jurassiens ne montrent guère d'appétit aux actes sanguinaires et leur préfèrent un patient travail sur le quotidien. Schwitzguébel ne dit-il pas en moraliste conforme : « Le révolutionnaire modèle occupe son temps libre en assemblée, consacre l'argent du café à sa caisse de résistance, et passe ses soirées à la lecture du bulletin ». Il reste que même bien avant le Grand soir, la propagande par le fait violent peut être positive, surtout si elle n'est pas mise entre toutes les mains. Venant d'un type comme moi, qui termine toutes ses lettres par des salutations pacifiques, cette assertion peut paraître étrange, mais ce que je veux dire, après Marcuse, c'est qu'il est des « situations dans lesquelles l'intérêt de l'humanité est lié au recours à la violence ».<sup>50</sup> Cela dit, la violence gratuite, de pure démonstration \_ celle justement qu'on nomme aujourd'hui « propagande par le fait » \_ n'est pas destinée à faire leçon au peuple mais à ses ennemis ; elle constitue aux yeux d'un anarchiste véritable, un aveu de faiblesse, une acceptation de la morale de l'ennemi.

On comprendra mieux cette position grâce à un court texte de Dubois, qui nous est parvenu suite à un incident malheureux. Il s'agit d'un fragment de texte envoyé par lui à son jeune compagnon Alcide Meyrat, lequel l'utilisa pour emballer des fournitures d'horlogerie. Il fut retrouvé par Agassiz à son comptoir, qui le présenta au procès de 1894, dont nous allons parler. Voici cette leçon :

« Casse-cou !

Tu es venu tard dans la vie militante et tu étudies peu, pense peu, trop peu. Malgré cela, tu jouis de trop de facultés naturelles, il y a trop de rectitude dans ta conduite d'anarchiste \_ je ne parle pas de rectitude de jugement \_ tu en manques \_ , pour ne pas savoir faire autre chose que de la violence. Celle, intelligente, froidement calculée d'un Ryssakov [*assassinat du Tsar Alexandre II*] ou d'un Padvlesky [*traître Seliverstoff*], celle, primesautière du forgeron d'Œrlikon provoque toujours dans la masse une impression favorable ; on sent qu'il y a là l'application d'une justice vraiment humaine. C'est la bonne violence. De même celle des Italiens lorsqu'ils s'attaquent brusquement aux rouages du monde gouvernemental. L'autre \_ la mauvaise \_ celle des Cyvoct, des Stellmacher, des

Kammerer, des Ravachol, je n'en suis pas, je n'en ai jamais été et n'en serai jamais, parce que cette violence accomplie au nom de l'anarchie nuit à l'anarchie. Vive l'anarchie radieuse, sans souillures ! Je t'ai parlé ici de la violence dans les actes ; si nous passons à la violence dans les écrits et les discours, je puis t'établir le parallèle ; j'y retrouve la même ineptie, la même maladresse.

La bonne violence dans les discours, c'est celle des Faure, des Tortellier, de tous les orateurs de talent, et ils ont soin de ne s'en servir qu'après avoir fait vibrer la corde du sentiment dans les auditeurs en racontant les crimes de la société actuelle. La bonne violence dans les écrits, c'est celle des Kropotkine, des Reclus, etc. Elle demande un talent que ni toi ni moi n'avons. La violence à la façon des Schichi, des Parmeggiani et autres impurs universels et y compris Most [*encore un proscrit, Autrichien celui-là, qui adhéra au Locle, puis à La Chaux-de-Fonds, avant de rejoindre Londres où il publiera le célèbre et furieux Freiheit*] est idiote et nuisible.

Un anarchiste qui va placer des explosifs à une caserne de soldats malgré eux, et cela presque à la veille du 1<sup>er</sup> mai est un idiot ou un mouchard, parce qu'il fournit des arguments aux galonnés pour faire mitrailler le peuple. Un Schichi qui pamphlète dans une *Croce di Savoia* juste au moment où l'on dégage un Malatesta ne peut être qu'un agent provocateur ou un fou. Je ne sors pas de là. Mon ami, tu étais fait pour tout autre chose que la violence, tu étais merveilleusement construit pour être en faveur de l'anarchie, un tacticien habile dans nos milieux. Malheureusement, tu t'es méconnu et, grâce à cela, ton influence dans ton milieu est nulle. »<sup>51</sup>

En 1886, Alcide Dubois devient membre de la Fédération des remonteurs, dans laquelle il restera jusqu'en 1888.

En 1887, il est nommé membre du comité central mixte, espèce d'instance de conciliation patronat-ouvrier. Il y fonctionnera trois ans durant. On fait appel à son arbitrage dans les conflits jurassiens (à Saint-Imier, à Moutier), sa foi dans ce genre d'institutions reste pourtant toute relative, on imagine sa position : Réformisme, réformisme !

Ces années sont marquées pour Alcide par l'événement le plus cruel de son existence. Adhémar Schwitzguébel, celui qui a été son initiateur, ce héros du socialisme libertaire, créateur de la section jurassienne de Sonvilier, propagandiste de l'idée... renonce. Vaincu par les difficultés financières \_ il a du reprendre le petit atelier de son père et ne peut faire face \_, devenu père d'une famille de neuf enfants, rejeté lui aussi par le patronat, il ne s'en sort plus. Depuis quelques années, son activité militante a baissé, mais le voilà qui renie sa jeunesse et rejoint les rangs d'un socialisme légalitaire. Quittant Sonvilier, tournant le dos aux anciens compagnons, il déménage à Bienne en 1889.

Il deviendra, après un an, le Secrétaire romand de la FOH, premier syndicat régional centralisé. Pour notre ami, c'est un déchirement :

8 août 1890 : « La succession Nussperli a passé sous le nez de Schwitzguébel qui était bel et bien sur les rangs... trop gangrené même pour des bourgeois. En compensation il va se rabattre sur le secrétariat ouvrier français. Déjà il fait des mamours aux syndicats ouvriers, mais je me propose de lui faire un mal inouï et je le ferai. »<sup>52</sup>

On voit qu'Alcide n'apprécie pas \_ et c'est peu dire, il faut parler de souffrance \_ ce qu'il considère comme une trahison de son ancien « père spirituel » ; quant à lui faire du mal, il est bien trop honnête pour que cela se passe autrement qu'en un franc combat.

Il dit alors à son ami Gross : « Je m'ennuie un peu à Saint-Imier, c'est te dire que je me réjouis fort de te revoir ainsi que Galleani et de faire connaissance avec ceux que je ne connais pas. Pourras-tu m'envoyer quelques exemplaires du *Bulletin de propagande antipatriotique* ? C'est fameux. C'est depuis longtemps mon dada de faire de la propagande au moyen d'écrits obtenus par un appareil reproducteur. L'idée n'a pas été goûtée, en attendant on ne fait rien ou peu de choses. »<sup>53</sup>

Pourtant il participe, avec ses amis Albert Nicolet de La Chaux-de-Fonds et Jules Coullery, à la rédaction d'un pamphlet, *Les Anarchistes et ce qu'ils veulent* (Dialogue entre ouvriers), plaquette de 31 pages serrées, imprimée à Genève. On y voit Jean, ouvrier anarchiste, expliquer pas à pas à Louis les étapes qui mènent à une société libérée. Si le ton est lourdement didactique, on y trouve cependant de nombreuses perles, comme celle-ci, qui s'avère aujourd'hui savoureuse :

« Par le communisme autoritaire, les hommes deviendraient de simples machines à produire ne subissant que la volonté de ceux qui dirigeraient la machine sociale. L'initiative individuelle et les multiples capacités de chacun disparaîtraient pour faire place à un servilisme abrutissant, qu'une petite minorité d'intrigants sauraient bien exploiter à leur profit. Tel seraient les résultats du communisme autoritaire qu'on appelle aussi socialisme d'Etat. »<sup>54</sup>

Peut-on imaginer meilleure prémonition du sort de l'URSS et de l'ex bloc de l'Est ?

En 1891, il est co-fondateur de l'Union ouvrière de Saint-Imier, dont il rédige les statuts avec Jules Chatelain, Jean Eggli, Eugène Nicole et Jean Sartorio.<sup>55</sup> En 1891-92, il participe au lancement du *Socialiste*, éphémère organe romand.

Dans toute cette période de militantisme, qui disons-le prend le visage d'un déclin, il y a chez Dubois à la fois une propension à la mélancolie et de soudains regains d'enthousiasme à retourner au combat, que lui-même reconnaît plusieurs fois dans ses écrits. Il passe du découragement à l'engouement au gré des événements. N'imaginons pas cependant un repli sur soi-même et un

enfermement dans le petit cercle des survivants. Au contraire, Dubois s'active, participe aux réunions à l'échelle suisse, rencontre des compagnons de partout, organise la défense d'anarchistes, comme celle de Malatesta, compagnon italien de toujours, menacé d'expulsion, pour lequel il signe avec Albert Nicolet un tract à la presse nationale. Il rencontre fréquemment Jean-Louis Pindy et d'autres proscrits de la Commune définitivement installés en Suisse.

Au début de 1893, à l'initiative de la société du Grütli \_ laquelle est revenue à un socialisme d'état, disons même à un socialisme suisse...\_, une réunion contradictoire est organisée par la Fédération ouvrière horlogère à La Chaux-de-Fonds. Elle met face à face le point de vue de Schwitzguébel et celui d'Alcide Dubois. On comprend que le moment d'une explication publique est arrivé. Bien décidé à river son clou au transfuge, Dubois y pousse résolument les ouvriers à la Révolution, prône une autonomie réelle et réfute toutes les tentatives de conciliation de son contradicteur qui n'est plus pour lui qu'un renégat.

Schwitzguébel déclenchera un véritable campagne de presse contre lui, campagne à laquelle il répond dans *L'Ouvrier horloger* (repris dans *La Sentinelle*) :

« Je n'ai éprouvé aucune surprise de vous voir associé à toute la presse bourgeoise et patronale pour casser du sucre sur le dos des anarchistes et sur le mien en particulier à propos de la réunion ouvrière de La Chaux-de-Fonds, et je ne sentirais nullement le besoin de vous répondre si le fait d'être membre de la Commission provisoire de la Fédération ouvrière horlogère ne m'y obligeait en quelque sorte.

En acceptant \_ sur les instances générales réitérées \_ d'être votre confrère dans cette commission, je n'ai jamais pensé un instant que je devais mettre mon drapeau dans ma poche et me rallier à l'espèce d'opinion officielle que, paraît-il, vous voudriez imposer à tous.

En ma qualité d'anarchiste, j'ai des idées spéciales sur l'organisation ouvrière, sur sa tactique de combat, sur un objectif social, et ces idées, je les présente et les défends au même titre que vous défendez les vôtres. Vouloir me contester ce droit, c'est faire preuve du plus pur autoritarisme.

Vous admettez pour M. Schwitzguébel, qui se présente comme socialiste évolutionniste, le droit de préconiser des réformes sociales par la voix légale et vous voulez me dénier à moi, le droit de préconiser l'idée d'une révolution sociale, idée qui germe pourtant dans des millions de cerveau ? Si votre exclusivisme va jusque là, il ne vous reste plus qu'à suivre les conseils des trembleurs du *National suisse* : provoquer l'expulsion des anarchistes \_ en commençant par moi \_ du sein de la Fédération ouvrière horlogère. Cela ne les empêchera pas de proclamer en tout temps et toute occasion ce qu'ils jugent bon et nécessaire, malgré les hurlements de la presse bourgeoise, que nous préférons aux louanges adressées par elle à M. Schwitzguébel.

Mes salutations Alcide Dubois »<sup>56</sup>

Quelques semaines plus tard, nouvelle contreverse :

« Saint-Imier est toujours en effervescence, il y a toujours un petit conflit qui couve et qui éclate. La bourgeoisie s'en émeut et il y a huit jours, une grande réunion populaire était convoquée par la Société d'utilité publique pour instituer un tribunal arbitral chargé de trancher les conflits. [ *Encore un comité mixte, qu'en pense Dubois ? De la mixture !* ] Coullery, moi et Alexis nous leur avons tenu la dragée haute et dans les grands prix, ainsi que cinq ou six autres camarades. Le président, qui était le maire, m'a sommé de ne pas provoquer davantage les rancunes populaires. Nous leur avons répondu que nous anarchistes, nous ne reconnaissons pas d'autre issue à la question sociale que la révolution violente dirigée contre la propriété, l'état, le parlementarisme quel qu'il puisse être, et en des termes courtois, mais fermes, nous leur avons démontré qu'ils étaient une des formes les plus dangereuses de la réaction à tel point qu'ils apparaissent \_ eux les socialistes légalitaires \_ comme des `sauveurs' à la bourgeoisie terrifiée par les approches de la Révolution.

Très chouette patelin, Saint-Imier, le fossé entre bourgeois et prolos est bien creusé pour toujours et grâce aux anarchos. »<sup>57</sup>

Inconscience ? Energie du désespoir ? En tout cas, c'est alors, un mois à peine après cette réunion, soit le 29 mai 1893 qu'aura lieu ce que la presse bourgeoise appellera *L'Émeute de Saint-Imier*. Parmi toutes les versions qui retracent l'événement, je choisis bien sûr celle d'Alcide Dubois, agrémentée des textes officiels (Extraits municipaux et archives cantonales du tribunal pénal dans l'affaire « Dubois et consorts ».)

Sur un point au moins, toutes les versions concordent : Robert Gygax, fabricant de boîtes, est un patron entêté. Depuis des années, ses rebuffades occupent les délégués du comité central ouvrier, de la municipalité aussi, obligés de s'interposer pour rétablir une relation normale entre lui et les monteurs de boîtes qu'il occupe. A peine un conflit est-il réglé qu'une nouvelle dispute éclate. Après avoir licencié, en mars, une dizaine d'acheveurs qui refusaient d'exécuter un travail supplémentaire non rémunéré \_ ce qui avait conduit les ouvriers boîtiers à déposer une plainte au Tribunal de Courtelary, plainte qui n'aboutit à rien \_, il tenta, au début du mois de mai, de baisser les salaires et surtout d'engager des ouvriers non syndiqués. En fait, Gygax dépassait les bornes, et de cela tout le monde convenait.

A la demande expresse de la société des monteurs de boîtes, l'Union ouvrière de Saint-Imier convoque à la Bierhalle (devenue plus tard hôtel du Cerf, avant d'être pour un temps le Centre espagnol, puis... plus rien) une réunion de discussion au soir du 29 mai. Écoutons Alcide Dubois :

« Comme membre du comité de l'Union je m'y suis rendu, mais avec l'intention arrêtée de ne pas causer. Des paroles incohérentes et sans suites ayant été prononcées au milieu des cris qui partaient de tous les coins de la salle, je jugeai bon de me départir de ma réserve et de prononcer quelques paroles plus relevées. En quelques mots très courts je complétais le rapport du Président de l'Union Sandoz et, pour conclure, je dis qu'en face de la situation qui était faite aux ouvriers boîtiers, il était nécessaire que l'Union ouvrière affirmât sa solidarité morale et financière. »<sup>58</sup>

Que relate l'accusation ? Alcide Dubois aurait dit dans son intervention « que les ouvriers devraient voir en fin de compte, qu'ils n'obtiendraient rien par voie légale, mais devraient se faire justice eux-mêmes. » Puis qu'une autre proposition « de suspendre la séance afin d'aller faire un charivari chez Gygax aurait été acceptée avec un tel enthousiasme qu'aucune autre proposition n'aurait pu se faire entendre ». <sup>59</sup>Après quoi, un cortège de quelque cent personnes avec Alcide Dubois en tête se met en route dans la direction de la maison Gygax en chantant la Carmagnole. Que répond Dubois ?

Après ma courte intervention, d'autres ouvriers prirent encore la parole et en fin de compte la salle fut évacuée en plein tumulte. La foule s'est rendue à la débandade devant la fabrique Gygax, il n'y a pas eu de cortège et par conséquent je n'ai pas eu à en prendre le commandement. De plus je n'ai donné aucun ordre, ce que de nombreux citoyens pourront affirmer. Et il est à considérer que le fait de commander serait en complète contradiction avec mes principes anti-autoritaires dont je ne me départis jamais. »<sup>60</sup>

Vous voyez où se trouvait la fabrique Gygax ? Le long de la rue du Vallon, laquelle est bordée au sud par la ligne de chemin de fer. Ceci explique la suite. Arrivés sur place, des manifestants font le tour du bâtiment et se saisissant des pierres du ballast les lancent contre les fenêtres de la façade sud. Bientôt, une pluie de cailloux fracasse les carreaux de vingt-huit fenêtres \_ il y en a trente-deux. Au nord du bâtiment, le maire et deux agents, arrivés sur les lieux, tentent en vain de s'opposer. Une foule de plus en plus nombreuse de curieux s'amasse en commentant l'événement et refuse manifestement d'obéir à l'ordre de dispersion lancé par le maire. Mais bientôt le calme semble revenu et vers dix heures, une bonne part des manifestants se retire pour se retrouver au café du Lion d'or.

Tout aurait donc pu s'arrêter là pour cette soirée agitée. Mais la bourgeoisie imérienne ne l'entend pas de cette oreille. Elle crie à l'émeute, le conseil municipal se réunit en urgence, fait sonner le tocsin et battre la générale. On installe un cordon autour de la fabrique, les pompiers arrivent, commandés par le capitaine Charmillot (encore un nom de rue...<sup>61</sup>) et mettent en batterie les toutes nouvelles hydrantes du village. (Les travaux d'installation du réseau viennent de se terminer et l'inauguration en est prévue quelques jours plus tard !)

Les manifestants, alertés par la cloche et le tumulte qui s'ensuit, redescendent vers la fabrique. La foule a grossi, elle aussi ameutée par les mesures municipales, et se presse contre le piquet de garde.

Que raconte Alcide ?

« Relativement à ce qui s'est passé devant le cordon formé par le piquet, j'ai remis en date du 14 juin, une déclaration écrite à M. le juge d'instruction et qu'il a annexée aux pièces. Je n'ai rien à changer dans sa teneur sinon que répéter que la perspective d'une collision entre la foule et le piquet m'avait ému et effrayé au plus haut point en réfléchissant aux tristes conséquences que cela pouvait avoir à tous les points de vue. C'est donc dans des intentions toutes pacifiques que je me suis approché du cordon en perçant avec peine la foule qui se bousculait, plus avide de curiosité bête que du désir d'entrer en hostilités. Monsieur le capitaine Charmillot ne doit pas dire que je lui ai adressé la parole autrement que sur un ton d'extrême politesse. Et en m'approchant non moins poliment de M. le Maire pour lui demander la permission de lui causer, je m'étais découvert. Ce ne sont donc pas les allures d'un homme qui veut batailler. Aujourd'hui encore, quoique sous les verrous, j'ai l'intime conviction d'avoir voulu éviter une bataille qui me paraissait imminente. A ma demande de lui causer, M. le Maire ne me répondit point, il se retira de côté en longeant le cordon et je reçus en plein corps un jet d'hydrante dont j'évalue pour le moins la force à dix atmosphères. Je déclare, qu'en ce moment, ni quand je perçais la foule, je n'ai pas entendu formuler de sommations par M. le Maire. Si elles ont été formulées, c'est pendant mon absence des lieux. Dans ce cas un long instant se serait écoulé entre les sommations et les jets des hydrantes. C'est là un point énigmatique pour moi, mais je penche pour la négative. Ma présence sur le front du cordon n'ayant pas duré plus d'une minute, je n'ai donc pas pu prononcer toutes les paroles qu'on me prête, notamment celles que j'aurais adressées au lieutenant Francillon (oui, c'est lui aussi) et qui auraient un caractère de menaces. En fait d'officier, je n'ai causé qu'à M. le cap. Charmillot. Cette accusation est faite dans l'intention de me charger à outrance, coûte que coûte, et je tiens hautement à déclarer qu'en cette circonstance on a méconnu volontairement mes intentions.

En me retirant, je déclare ne pas avoir lancé de pierres à qui que ce soit. L'énorme charge d'eau que j'avais reçue presque à bout portant m'avait coupé la respiration. Etant atteint d'un vice organique du cœur \_ qui depuis s'est encore aggravé \_, j'étais par le fait suffoqué et incapable de faire autre chose que de me traîner. Quant aux menaces que l'on me prête en cet instant où j'aurais parlé de fusils, de bâton, etc., je proteste avec indignation, d'abord parce que c'est inexact et ridicule et que ça s'allie peu avec la réputation d'intelligence que l'on m'a faite, et en fin de compte parce que l'eau glacée qui me suintait en bas le corps me faisait claquer des dents et m'empêchait d'exprimer autre chose que des sons inarticulés. »<sup>62</sup>

Reprenons : A partir de là, une bagarre générale éclate, dans laquelle les jets de pierre du public répondent aux jets des eaux municipales. Enfin, une nouvelle

décharge d'hydrante vient balayer la place et les rues avoisinantes, la foule se disperse.

Magnifique inauguration des hydrantes ! Plaisanterie mise à part, et maintenant que les événements proprement dits ont pris fin, surgit pour moi la première remarque : une fois de plus, on verra que l'intérêt du fait réside dans ses suites, disons plutôt dans son exploitation. Mais d'abord cette question : Pourquoi faire sonner l'alarme \_ une heure après les faits \_ alors que plus rien ne se passe ? Pourquoi si ce n'est pour attirer sur les lieux des individus qui ne s'y trouvent pas, ou plus, et qu'on voudrait voir compromis dans cette affaire. « Il fallait des victimes expiatoires et ceux qui ont été arrêtés comme tels étaient désignés depuis longtemps »<sup>63</sup>, dira le journal *La Sentinelle* dans l'enquête que son correspondant mènera trois semaines plus tard sur les causes de l'émeute.

Aussi les choses ne traînent pas. Le maire fait appel aux gendarmes de Berne. Une trentaine d'entre eux arrivent par le premier train du lendemain matin. Vingt-huit arrestations sont aussitôt exécutées. Pour avoir une idée du climat qui règne dans le village, rien de mieux que de petits extraits de presse :

« Au moment où Alcide Dubois, entouré de policiers, descendait vers la gare, un nommé Hedinger, patron sellier, se serait avancé vers lui et lui aurait craché à la figure. La police aurait laissé faire, mais Dubois aurait répondu : « Je me souviendrai de vous. »<sup>64</sup>

ou encore :

« La conduite des bourgeois a aussi été honteuse, mais elle est bien digne d'eux qui, croyant déjà apercevoir le spectre de la révolution, se mirent à dénoncer à tort et à travers et demandèrent des arrestations au préfet qui leur répondit : Vous voulez donc que je fasse arrêter tout Saint-Imier ? »<sup>65</sup>

Mais il y a mieux. Comme le conseil municipal radical de l'époque compte deux ouvriers syndiqués et membres de l'Union ouvrière, c'est à eux qu'on demandera d'accompagner les agents qui viennent appréhender leurs compagnons.

« Bon débarras ! » titrera *Le Jura bernois* du lendemain, alors que *L'Impartial* enfonce le clou le surlendemain :

« Saint-Imier respire de nouveau. Depuis longtemps déjà, un groupe d'anarchistes avait réussi à circonvenir un bon nombre d'ouvriers honnêtes en leur dépeignant leur vie sous le jour le plus sombre. La crise industrielle aidant, ces élucubrations trouvaient quelque écho : c'est ce qui explique dans une certaine mesure les conflits répétés survenus dans notre localité si paisible auparavant et offrant cependant à tous les travailleurs une occupation aussi rémunératrice que partout ailleurs. (...)

La population entière se sent de nouveau à son aise et un élan de patriotisme local prend la place du laisser-faire et du laisser-aller ; et ceux qui ont le sentiment du respect de la liberté individuelle sentent enfin que le moment est venu de tenir tête à ces méprisables énergumènes qui ont eu trop longtemps les coudées franches.

Que ceux qui se mettent volontairement hors-la-loi soient traités comme tels ! »<sup>66</sup>

Quant à la *Fédération horlogère*, elle assure que « tel est le brillant résultat des excitations des anarchistes et de l'application de leur doctrine favorite de la propagande par le fait. »<sup>67</sup>

Tarratadzoum ! Venant des organes de la bourgeoisie, rien là d'étonnant, plus étrange par contre, cette déclaration ambiguë de notre ami Schwitzguébel laisse songeur, qui signale dans un appel du comité central de la Fédération ouvrière horlogère que « le bruit s'était accrédité à Saint-Imier que le groupe anarchiste jouissait d'une influence prépondérante dans le mouvement ouvrier local »<sup>68</sup>, et un mois plus tard, *Solidarité horlogère*, organe officiel de la Fédération ouvrière horlogère nous confirme dans notre suspicion : « Nous sommes bien persuadés \_ et les expériences qui ont été faites lors d'une douzaine d'autres révoltes à l'étranger et dans le pays en sont la preuve \_ que ce ne sont pas les ouvriers aux idées socialistes qui ont provoqué les révoltes et que c'est l'élément socialiste qui y a pris la plus petite part ou aucune même. »<sup>69</sup>

C'est bien cela : les socialistes légalitaires ont décidé de profiter de l'événement pour faire le ménage, pour éliminer les socialistes libertaires de la fédération. Position délicate : ils vont à la fois défendre ceux des leurs qui sont enfermés et profiter de l'utilisation de l'événement faite par le patronat pour éliminer ces anarchistes perturbateurs d'un syndicalisme social-démocrate auquel ils aspirent. La stratégie n'ira pas sans contradictions et situations rocambolesques. *L'Ouvrier horloger* publie ainsi un article qui constate que « les anarchistes, suivant le mot d'ordre donné dans *La Révolte*, se sont, dans les petites localités horlogères, introduits peu à peu dans les syndicats ouvriers et y exercent une influence prépondérante »<sup>70</sup>, feignant d'oublier que ces syndicats ont été créés par les dits anarchistes de la Fédération jurassienne, et que s'ils ne revendiquent pas la propriété de l'idée ou de l'organisation, ils n'ont aucun besoin de s'y infiltrer pour la bonne raison qu'ils y sont depuis toujours.

Ce qui se joue ici est d'une part la définitive transformation des groupements ouvriers autonomes et leur libre fédération en une pure organisation pyramidale avec délégation de pouvoir au comité central ; c'est d'autre part l'évacuation de ce que l'on nomme maintenant des utopies : l'exigence d'une propriété collective des instruments de travail et la transformation radicale des conditions sociales. Or pour les anarchistes, cette utopie est le fondement du mouvement, les caisses de résistance, les coopératives ne sont que des moyens d'exister, d'expérimenter l'avenir, elles ne sont pas des solutions au problème ouvrier, l'axe fondamental reste la révolution sociale.

Le 17 juin, *La Solidarité*, organe des monteurs de boîtes (...principaux lésés par Gygax) déclare : « Il est sans doute regrettable que des désordres se soient produits à Saint-Imier, et nous répudions énergiquement toute attache avec les anarchistes qui les ont provoqués. »<sup>71</sup> « Ceux qui dirigent le mouvement ouvrier se résigneront-ils à procéder aux amputations douloureuses mais nécessaires ? », feint de se demander *La Fédération horlogère*<sup>72</sup>, alors que le Comité directeur de la fédération ouvrière annonce une grande assemblée à Saint-Imier. Elle aura lieu le 22 juillet. Les porte-paroles anarchistes étant tous retenus en préventive, dont ils ne sortiront qu'à la mi-août (avec une interdiction de rassemblement), seuls deux compagnons seront présents pour affronter le Comité qui a envoyé ses poids lourds pour porter le coup définitif : la tendance libertaire sera ridiculisée. Puis l'assemblée acceptera à l'unanimité moins une voix (celle d'Albert Nicolet de la Chaux-de-Fonds) une résolution préparée à l'avance et parfaitement conforme aux visées du syndicalisme nouvelle formule (j'aurais pu écrire aussi du syndicalisme actuel). Relatant l'assemblée, *Solidarité horlogère*, organe officiel de la Fédération ouvrière, dont je rappelle que Schwitzguébel est devenu le secrétaire romand précisera pour ceux qui n'auraient pas encore compris :

« En acceptant cette résolution, l'assemblée a clairement donné à entendre qu'elle préfère des réformes pratiques à des chimères et qu'elle cherche à se soustraire à l'influence désastreuse que les éléments anarchistes exercent sur la population ouvrière. »<sup>73</sup>

Schwitzguébel ! Le même homme qui dix-sept ans auparavant affirmait :

« ... l'ouvrier, cessant d'envisager sa société de métier comme une simple société d'assurance mutuelle, doit la considérer comme le levier d'une nouvelle organisation sociale, lui consacrer toute l'intelligence, les préoccupations, l'activité qu'il a jusqu'à ce jour dépensées soit pour les religions, soit pour les partis politiques, ou les dissipations.

Tant que les sociétés ouvrières hésiteront à entrer dans cette voie, qu'elles s'obstineront dans le système mi-bourgeois, mi-socialiste qu'elles ont adopté pour attirer la masse sans l'effrayer, elles ne constitueront pas un centre d'action sérieux, et resteront impuissantes. »<sup>74</sup>

A la mi-août 1893, les accusés sont libérés sous caution. Réduits à l'inaction \_ ils ont bien sûr perdu leur travail \_, au silence, surveillés par la police d'état, rejetés par leurs anciens collègues, qui craignent sans doute la contagion, ils se terrent en attendant un procès bien long à venir. Que devient donc Alcide ? Il avoue ne plus sortir beaucoup. Comme il le dira plus tard, « il ya ici une boue épouvantable, et dans les cafés, c'est encore une autre sorte de boue ». De fait, il pressent clairement ce qui l'attend :

« Je ne sens que trop que les haines que je me suis attirées involontairement pèsent d'un lourd poids dans la façon dont je suis accusé. Ce que l'on voudrait en un mot, c'est annihiler un homme ! »<sup>75</sup>

Pourtant, pendant cette période d'attente, Dubois ne reste pas inactif. S'il se tient caché à Saint-Imier, il n'en continue pas moins le combat à l'extérieur. Ainsi signe-t-il des articles dans *La Sentinelle*, comme cette adresse aux ouvriers des usines Suchard, à Neuchâtel, lesquelles subissent depuis des années la politique paternaliste de leur direction :

« Oh ! Bonnes âmes ouvrières, quand donc apprendrez-vous à vous méfier de tous ces trucs, et à ne plus donner votre large part pour l'achat et la construction de leurs châteaux. Et vous tous qui comprenez la Providence chocolatière, que n'avez-vous pas quitté plus tôt les bords de la Spree où toute autre contrée pour venir vous fixer à Serrières, et y apporter l'abondance à toutes nos malheureuses créatures, qui, selon votre croyance, végétaient dans la dernière misère avant votre apparition. »<sup>76</sup>

Du côté de l'état, la psychose anti-anarchiste atteint alors des sommets. En Suisse, les mesures prises à l'encontre des libertaires ne datent pas d'hier, et le premier arrêté fédéral contre les anarchistes a déjà huit ans. L'état, pressé par le pangermanisme \_ l'Allemagne de Bismarck \_ prend alors toute une série de mesures. Le rapport demandé au procureur général de la Confédération dresse en 1885 un tableau caricatural du mouvement qui doit l'assimiler à une organisation terroriste aux ramifications internationales. Mais en juillet 1893, nouvelles manœuvres \_ auxquelles les agissements des Jurassiens ne sont pas étrangers \_ : le Procureur est chargé par le Conseil fédéral d'ouvrir une enquête minutieuse sur les agissements des anarchistes en Suisse.<sup>77</sup> A la suite d'instructions données, de nombreuses arrestations seraient imminentes dans les cantons de Genève, Berne, Zurich, Bâle, Saint-Gall et Neuchâtel.

En France, l'instruction des « Affaires anarchistes » bat son plein : Ravachol en 1882, Emile Henry, qui comparaitra aux mêmes dates que les Jurassiens. Mais bien plus considérable, fait intolérable de lèse-majesté, Auguste Vaillant jette sa bombe en pleine séance de la chambre des députés le 9 décembre 1893 ; En s'attaquant au Palais Bourbon, c'est au symbole même du pouvoir qu'on s'en prend. Les députés tremblent : le vote de la loi française contre les anarchistes ne tarde pas. Trois jours plus tard, elle est adoptée par les chambres. La Belgique suit de peu. L'attentat motivera aussi le conseil fédéral pour sa proposition de « loi sur les délits contre la sécurité publique », que l'opinion nommera couramment « loi contre les anarchistes », votée le 12 janvier 1894.<sup>78</sup>

Dans un procès annexe qui se déroule à Courtelary, le procureur perdant son contrôle, déclare ou plutôt hurle incidemment : « Dans l'affaire du 29 mai à Saint-Imier, il y en a trois ou quatre qui ont eu le courage de se déclarer anarchiques [*sic*]. Anarchiques ou non, nous les tiendrons. »<sup>79</sup>

Bref, la marmite bout lorsqu'arrive ce fameux procès, précédé d'une campagne de presse dans laquelle plus rien ne retient les parties de crier leur haine, de participer à l'hallali. « Il y a vingt-huit accusés, dont le principal est Alcide Dubois », affirme *Le National Suisse*.<sup>80</sup> « La mise à sac des propriétés de Robert

Gygax et l'attentat contre sa personne (!) avaient été résolus dans les réunions des meneurs avant le 29 mai », croit savoir *La Sentinelle*.<sup>81</sup> (Il n'y a évidemment jamais eu le moindre attentat contre la personne de Gygax.) Pour *L'Impartial*, il est maintenant clair que « le complot contre la vie et les biens de Gygax a été organisé par Dubois, chef des anarchistes ». <sup>82</sup>

Il est vrai que l'Avocat de la partie civile, M<sup>e</sup> Baliman, a de suite clarifié les intentions de la justice en divisant les accusés en catégories, en classes : dans la première les anarchistes, dans la seconde les ouvriers qui cherchent à obtenir par la voix légale les revendications des syndicats, et dans la troisième ceux qui fournissent un contingent de partisans aveugles à l'une ou l'autre catégorie.

Le procès en assise a lieu à Delémont du 23 avril au 2 mai 1894, soit environ un an après la prétendue émeute.<sup>83</sup> Peu de choses à dire sur son déroulement. Les faits réels n'existent plus, ils sont déjà remplacés par les mythes ressassés par le procureur. Les accusés se défendent comme ils peuvent, ils font le dos rond. Nos amis anarchistes se contentent de développer leur programme, ce qui leur semble être la meilleure façon d'expliquer leur attitude et de démolir la somme de non-sens qui leur est reprochée<sup>84</sup>. Peine perdue, leur logique devenue incompréhensible à la cour \_ et bien plus largement \_, apparaît comme une bravade.

Chauffé à blanc, le jury donne ce qu'on attendait de lui. Les anarchistes Jules Coullery, Ernest Droz, Alexis Meyrat, Alcide Dubois sont condamnés à dix mois d'enfermement en maison de correction ; Rodolphe Moser à neuf mois ; Emile Flotron, qui est alors président de l'Union ouvrière de Saint-Imier, ainsi que sept autres compagnons qu'on juge directement coupables de jets de pierres à sept mois. Tous les autres écopent de peines allant de cinq mois à huit jours, la plupart en détention simple. Ajoutons qu'ils sont condamnés solidairement à payer des dommages-intérêts à la municipalité de Saint-Imier et au fabricant Gygax, et qu'un seul mois de préventive leur est déduit, alors qu'ils ont été enfermés en préventive pendant soixante-dix jours !

Triomphe complet de la bourgeoisie... et défaite d'un mouvement libertaire qui laisse apparaître par contrecoup l'image de l'ouvrier conforme sur laquelle veulent se calquer les socialistes.

Nous l'avons dit, l'emprisonnement de 1877, qui était pourtant de courte durée, avait déjà entamé le crédit d'hommes comme James Guillaume et Alcide Dubois. Mais 1895 fut bien pire ! Nous savons aujourd'hui où nous vivons, non ? Pays protestant, bien pensant, craignant plus que tout les remous, les scandales. Pays où peu importe que l'armoire soit pleine de pourriture, si la façade est propre. Or, cette attitude gagne justement la classe ouvrière dans cette deuxième moitié du xix<sup>e</sup> siècle. Fritz Brupbacher, en historien, résume ainsi ce mouvement : « La prépondérance croissante d'une industrie imposant aux travailleurs un régime de plus en plus semblable à celui des casernes, entraîne une métamorphose à peu près générale de l'état d'âme du prolétariat, une éclipse de la liberté. »<sup>85</sup> Parfaite

description du processus qui construit les hommes résignés, les « ouvriers rangés », comme les nomment le patronat avec un cynisme qui semble lui échapper. On peut comprendre alors à quelle férocité sont confrontés les anarchistes libérés. La bourgeoisie, mais aussi quelques responsables syndicaux et socialistes, feignent de voir en eux de purs malfaiteurs et usent du prétexte pour les écarter. Discrédités par une peine jugée infamante, il ne leur restera plus, pendant quelques années, qu'à rejoindre la classe des parias. Relégués, ils assisteront, impuissants, à la dégradation, au démantèlement de tout ce pourquoi ils ont combattu. Les compagnons anarchistes n'existent plus comme groupe, ils sont noyés dans le parti ouvrier réformiste. Même ceux qui leur conservent quelque sympathie les considèrent maintenant comme des ancêtres, d'étranges survivants d'un autre âge. De cette époque, Alcide dit :

« Essaie pour un instant de te mettre dans la peau d'un anarchiste militant, ouvrier, père de famille et condamné à passer son existence dans une localité de 8'000 habitants où il est devenu le diable rouge de tous ceux qui ont quelque chose à vendre et tu comprendras ma situation. »<sup>86</sup>

Le 23 juillet 1895, âgé de 51 ans, Adhémar Schwitzguébel meurt à Bienne. C'est à Alcide Dubois que *Solidarité horlogère*, l'organe de ce comité central de la fédération horlogère qu'il hait, demande rédiger sa nécrologie. Il accepte de lui rendre un hommage qui paraît dans un cadre noir. Il y relate la vie de celui qui a été son ami, son compagnon politique... et son « père intellectuel », avant de défendre des thèses qui devaient les éloigner définitivement. Fidèle à ses idées, il ne parle que de la première période de l'existence de Schwitzguébel, concluant sur un souvenir glorieux de la Commune<sup>87</sup>. Ainsi, nul ne peut supposer qu'il a trahi ses amis en fin de vie. Mais les rédacteurs de *Solidarité horlogère* ne l'entendent pas de cette oreille, puisque, dans la parution suivante, ils remettent le cadre noir en précisant : « Les notices biographiques sur notre ami Adhémar, que nous avons publiées dans notre précédent numéro, sont dues à la plume d'un élève et collègue de Schwitzguébel, Alcide Dubois. Nous en ajoutons encore quelques-unes ayant plus particulièrement trait à la dernière période de sa vie. »<sup>88</sup> Sur quoi, d'une plume maladroite, le rédacteur de cette « rallonge » tente de dire les activités de Schwitzguébel au secrétariat de la FOH.

Années sombres, marquées par la fin d'une influence réelle de la Fédération et de ses idées et, par le silence pour ce qui concerne notre ami.

11 février 1901 : « J'ai été peiné de constater le degré d'impuissance dans lequel nos amis de La Chaux-de-Fonds paraissent tombés. Autrefois la perspective d'entendre un conférencier de l'envergure de Sébastien Faure les aurait tous mis en activité fébrile. Aujourd'hui l'impuissance est telle qu'elle les oblige à avouer qu'une conférence de Faure est impossible à La Chaux-de-Fonds, une ville de 32'000 habitants, parce qu'ils n'obtiendraient pas une salle quelconque. »<sup>89</sup>

Pourtant, dans ce silence, Alcide Dubois continue à se perfectionner, à se cultiver. Cet autodidacte avale quantité de connaissances, curieux de tout, politique,

science sociale, agriculture, mouvement industriel. Persuadé depuis toujours que l'éducation populaire est un outil primordial de l'émancipation ouvrière, il participe aux activités du Groupe d'étude et d'instruction mutuelle du cercle ouvrier \_ qui est une survivance des cercles d'étude qui fonctionnaient dans toutes les sections de la Fédération \_ ; il réanime bientôt la bibliothèque du cercle. Je possède une liste des ouvrages qui y figuraient et qui ont été disséminés après sa mort (FTMH, archives du parti socialiste de Saint-Imier). Elle ne compte pas moins de cinq cents romans de la littérature universelle, à quoi s'ajoutent quelques deux cents essais qui couvrent l'histoire, la politique, la philosophie, les sciences, l'histoire des idées, etc.

17 février 1903 : « Depuis quelques mois nous souffrons de la pénurie de travail. Si ce n'est pas la misère, c'est du moins la gêne avec son contingent de tracasseries morales, et le plus lancinant pour moi c'est de voir souffrir mon fils de l'inaction forcée. Comme beaucoup de jeunes gens de sa génération, l'horlogerie lui fait horreur et il préférerait n'importe quel sort plutôt que de se séquestrer dans une fabrique. Le marasme est dans l'industrie et nous avons maintenant notre armée de sans travail. Mais le peuple est un vieux lion auquel on a coupé les griffes, aussi pas une ombre d'esprit de révolte, au contraire nous constatons souvent, Coullery et moi, des marques d'hostilité non déguisées. L'anarchiste c'est l'être qu'on porte au pinacle dans les jours de détresse et de grève générale et qu'on bafoue après la défaite.

Pour moi, je ne connais rien d'aussi navrant que d'être anarchiste à Saint-Imier.  
»<sup>90</sup>

Peu importants ces moments de désespoir, Dubois continue son travail de fourmi. Il réunit pendant presque dix ans un cercle de réflexion qu'il porte à bout de bras. On y traite de problèmes sociaux, économiques, scientifiques, on invite des conférenciers prestigieux (Reclus, Faure), on organise des lectures et des analyses d'ouvrages. Formant un trio avec deux compagnons plus jeunes que lui, Alexis Meyrat et Jules Coullery, que nous connaissons déjà, Alcide Dubois publiera \_ on reconnaît bien son style \_, sous le nom du groupe, plusieurs résumés des travaux du cercle. Parmi ceux de sa main que j'ai pu retrouver, on peut citer :

*L'alcool et l'alcoolisme*, 24 pages, Saint-Imier, 1903.

(Commentaires inutiles, on sait les ravages du découragement, et on comprend donc le but d'un tel écrit.)

*La Troupe et le grèves*, 15 pages, Saint-Imier, 1905.

(Publié au moment où à La Chaux-de-Fonds, le 7 août 1905, l'état oppose la troupe à une manifestation populaire.)

Le Groupe d'études sociales publiera par ailleurs les textes des conférenciers invités, comme cette *Lettre aux femmes*, 20 pages, Saint-Imier 1905, retrouvée par hasard.

Les rencontres avec Pindy se poursuivent à la faveur de la section de *La libre pensée du vallon de Saint-Imier* (qui la crée ? je l'ignore) à laquelle ils sont tous deux affiliés. On voit que l'agitation de notre ami ne diminue guère, et la somme de ses travaux s'apparente à un plein-temps. Il faut pourtant se rappeler qu'il continue par ailleurs à gagner péniblement sa croûte dans l'horlogerie.

De plus, pendant ces années, il devient correspondant de Saint-Imier pour *La Sentinelle*, dans laquelle il relate les événements marquants du monde horloger.

Surmenage, sans aucun doute, comme on se débat dans une cage. Si l'on ajoute sa santé précaire, une malformation cardiaque dont il souffre depuis son jeune âge, on comprend pourquoi ses crises de découragement deviennent cycliques :

28 janvier 1906 : « [Mes deux fils] sont doués d'un amour propre excessif et sont très fiers d'être les fils d'un libertaire de marque... dans mon exigü milieu, bien entendu ! Mais comme tous les fils d'anarchos éprouvés par les représailles, ils ne sont guère enclins à s'épuiser en sacrifices. C'est fatal : les deux m'ont vu à travers les grilles d'une prison et bien jeunes ils ont connu la canaillerie bourgeoise... et ouvrière aussi.

Quant à moi, je vieillis et je change. Je n'en suis pas, certes, à brûler ce que j'ai adoré, attendu que le plus beau sort pour moi, et celui que j'envie, serait de crever dans la tourmente révolutionnaire, mais est-ce un effet de la maturité, des réflexions ou simplement de l'âge, je subis l'atroce tourment d'être constamment mécontent de ce qui se fait, de ce qui s'écrit surtout, et d'envisager un tas de choses sous un angle différent de celui de mes années d'enthousiasme. »<sup>91</sup>

évoquant une rencontre future avec son ami de toujours, Jacques Gross, il lui confie :

« Nous parlerons de tout ce qui me tourmente, du syndicalisme, de l'antimilitarisme, de la guerre probable, de ceux qui écrivent trop et qui écrivent mal. Nous évoquerons ceux qui ne sont plus, nos vénérés à nous, ceux que la foule des hâbleurs et des faux savants n'ont pas remplacés \_ car nous diminuons \_ et parmi les bruits de crécelle et de faux bourdons, nous tâcherons de savoir pourquoi nous savons si peu parler à l'âme du peuple et pourquoi la beauté Anarchie ne resplendit pas. »<sup>92</sup>

Mais en sus de ces innombrables occupations, Alcide Dubois a un projet secret, auquel il travaille seul depuis longtemps. Il a décidé d'écrire une histoire de Saint-Imier, sans doute du Saint-Imier industriel. Je dis « sans doute », parce que je le connais bien, mais encore parce que personne n'a jamais pu mettre la main sur

cet écrit... et pour ce qui me concerne, ce n'est pas faute d'avoir essayé. Je sais pourtant que ce récit a existé, il l'évoque en effet dans sa correspondance :

« Je n'ai pas abandonné ma monographie de Saint-Imier qui prend décidément bonne allure, mais je la veux soignée et documentée, et pour cela il me faut du temps. »<sup>93</sup>

On imagine sans peine l'intérêt d'une histoire du Saint-Imier horloger rédigée par un ouvrier ayant vécu toute la révolution industrielle, sans même parler du témoignage de première main sur l'aventure de la Fédération jurassienne qu'a du fournir Alcide Dubois.

A Paris, James Guillaume, qui a repris goût à la lutte au contact de Pierre Monatte (une des grandes figures du syndicalisme révolutionnaire, proche du syndicalisme anarchiste, cofondateur de la CGT, puis, après sa démission en 1915, fondateur de *La Révolution prolétarienne* en 1925), Guillaume donc, décide de rééditer les premiers écrits de Schwitzguébel. Il rédige une préface qu'il envoie à Alcide Dubois pour correction. Celui-ci note : « James Guillaume a réédité chez Stock *Quelques écrits* de Adhémar Schwitzguébel qui viennent de paraître. Il m'avait communiqué la préface, que heureusement j'ai réussi à faire remanier. A tout prendre, il y avait utilité à remettre en lumière les écrits d'Adhémar. »<sup>94</sup>

Pierre Monatte, justement, vient en Suisse pour comprendre le mouvement de la Fédération de l'intérieur, il monte deux fois à Saint-Imier pour s'entretenir avec Alcide, évoquer la grande époque d'un syndicalisme libertaire avant de lancer à Paris l'année suivante son journal *La Vie ouvrière*.

On sent peu à peu les forces quitter Alcide Dubois, et s'il continue ses travaux, le marasme semble maintenant le gagner :

15 juillet 1908 : « C'est inconcevable, mais c'est comme ça : toutes les secousses, tous les chagrins, toutes les vexations que j'ai endurées m'ont mis dans un état de sensibilité malade. »<sup>95</sup>

Marasme aggravé par le sentiment de solitude et la situation du vallon, à nouveau en crise :

« Ici, nous pataugeons en plein dans la crise : trois à quatre jours de travail par semaine et encore. Les cœurs s'aigrissent méchamment et paraissent toujours plus s'enliser dans la passivité et la mesquine jalousie. C'est triste à constater, mais cela s'explique. Dans notre prolétariat horloger, il n'y a pas d'homogénéité quant aux conditions économiques des ouvriers, partant pas de cohésion vraie. Les salaires flottent entre 3 et 12 francs par jour ce qui induit des classes même dans le prolétariat. Il y a ceux qui la crèvent obscurément, honteusement dirais-je, il y a ceux qui vivent relativement bien, au jour le jour, et ceux \_ plus nombreux qu'on ne le croit \_ qui thésaurisent. (...) Le syndicalisme dont nous jouissons est bien à l'image de notre classe ouvrière ; pour qu'elle puisse s'adapter au

syndicalisme révolutionnaire \_ en tant qu'il existe, même en France \_ il faudrait que nos horlogers souffrent tous des mêmes souffrances. Nous n'en sommes pas encore là. »<sup>96</sup>

En 1910, la Société des commerçants locaux organise un concours littéraire sur le thème : « La culture du patriotisme au sein de la jeunesse ». Décidé à détourner le sujet, Alcide y participe. La compétition est anonyme. Il signe de la devise : « Par le libre examen » un texte sobrement intitulé *Patrie, patriotisme*. En appelant à tout ce que la littérature et la science compte de sentences antipatriotiques (de Lamartine à Berthelot), il fustige ce sentiment douteux et s'écrie enfin :

« En face de ce grand courant mondial de beauté, de grandeur, de noblesse qui s'affirme dans ses œuvres, qu'est la patrie, exclusive et renfrognée derrière ses bornes et ses canons ? [on devine à quel mouvement il fait allusion.]

Puis plus loin :

Et le sentiment haineux quelquefois, jaloux souvent, exclusif toujours, que l'on appelle le patriotisme n'est-il pas un sentiment étroit, suranné, hors de cadre avec les aspirations et la vie nouvelles ? Et la culture de ce sentiment ne constituerait-elle pas l'obstacle principal au progrès, à la paix, en ce sens que le patriotisme est l'aliment principal du militarisme, œuvre de ruine et de mort ? »<sup>97</sup>

Stupéfaction ! Alcide Dubois, sous son pseudonyme, gagne le concours ! La société est donc obligée \_ comme promis \_ d'éditer le texte sous la forme d'une brochure.

Et puis, c'est le silence... La maladie gagne du terrain et cloue Alcide au lit. Il y restera deux années, deux années de souffrance que relatent toutes ses nécrologies en parlant de martyr.

Son épouse Julie meurt le 8 août 1912. Quelques jours après, le dimanche 19 septembre 1912, à une heure de l'après-midi, il s'éteint, épuisé. Il est âgé de 56 ans.

A son enterrement \_ civil bien sûr \_, son vieux compagnon Jean-louis Pindy, le communard, retraça son existence et le président du Cercle ouvrier de Saint-Imier fit les derniers adieux. *La Libre pensée* était représentée par le Professeur Gaberel, de l'université de Neuchâtel.<sup>98</sup>

Dans l'une des dernières lettres à Jacques Gross, cette question : « Pourquoi ? Pourquoi attirons-nous sur nos têtes même les colères de la Plèbe ? »<sup>99</sup>

Voilà... quantité d'éléments manquent pour suivre et illustrer cette existence. Mais lors des contacts que j'ai eu avec les survivants de sa famille, on m'a confié qu'il valait mieux n'en pas parler. Devant ma stupéfaction, on m'a expliqué qu'Alcide

n'avait pas fait que de bonnes choses, la preuve : il avait fait de la prison. On préférerait donc ne pas raviver cette honte. Ainsi ont sans doute été jetés les écrits d'Alcide Dubois, jugés trop explosifs, même par ses descendants !

C'était l'histoire d'un homme qui n'a pas succombé au processus d'intégration, que n'animait aucun désir personnel de parvenir et qui jusqu'au bout a maintenu sa liberté face à l'ordre régnant. Une histoire qui montre que le mouvement de la Fédération jurassienne ne s'est pas éteint, mais qu'on l'a éteint, avec violence.

## NOTES

1. Andreï Platonov, *Tchevengour* (titre initial : *Les Herbes folles de Tchevengour*, Stock, Paris 1972, p. 81), réédition Robert Laffont, Paris 1996, p. 140.
2. Charles Thomann, *Le Mouvement anarchiste dans les montagnes neuchâteloises et le Jura bernois*, Imprimeries des Coopératives réunies, La Chaux-de-Fonds, 1947, p. 143. Cf. note n° 34 pour ce qui concerne Pierre Kropotkine.
3. La thèse d'une parenthèse avant le monde moderne, entendez l'industrialisation définitive, est défendue \_ même inconsciemment \_ par de nombreux auteurs, voir par exemple Mario Vuilleumier, note n° 30.
4. On peut suivre l'ensemble des événements régionaux de cette intéressante époque dans Gustave Gautherot, *La Grande Révolution dans le val de Saint-Imier*, Canevas éditeur, Saint-Imier 1988, 167 p.
5. Archives municipales, Saint-Imier, Protocoles du Conseil, 1850-1856, f° 50, cité par Robert Felalime, *op. cit.* note n° 30.
6. Louis Valentin Cuenin, *Chansons de L.V. Cuenin*, éditions F. Davoine, Neuchâtel 1869, « Le chant du Coucou », p. 46.
7. Ernest Cœurderoy, *Jours d'Exil*, Première partie 1849-1851, Canevas éditeur, Saint-Imier 1991, p. 187.
8. Préfet Franz Emmanuel Lombach, Rapport sur l'administration du District de Courtelary, 2.3.1851, in Victor Erard, *Xavier Stockmar, patriote jurassien*, tome ii, Bibliothèque jurassienne, 1968-71, p. 160-161.
9. *Jeune Allemagne* est à la fois un mouvement littéraire et politique. Il réunit en Suisse des libéraux allemands et s'inscrit dans le mouvement de contestation

sociale, politique et culturelle connu sous l'appellation *Vormärz* (pour avoir précédé la Révolution allemande de mars 1848). Il se constitue sur le modèle d'autres mouvements similaires comme *Jeune Italie*, avec lesquels Mazzini tentera une réunion sous le nom de *Jeune Europe*. Leur influence cesse d'être prépondérante après 1849.

10. Johann Philipp Becker, 1809-1886, fils d'un ébéniste du Palatinat, poursuivi pour sa participation au mouvement républicain, émigra vers la Suisse et s'établit à Bienne en 1838. C'est là qu'il publia son hebdomadaire, puis fonda un Comité central des Allemands en Suisse avant de prendre part à la Révolution allemande de 1848-49. Il vécut ensuite à Genève où il fut un des piliers de l'AIT. Il participa à la création de la première section suisse de l'Internationale dès 1864. Il publia par la suite *Der Vorbote*, organe de l'AIT en langue allemande. Un temps proche de la tendance Bakounine, il la combattit par la suite à l'intérieur de l'AIT. Dès 1876, il fut aussi l'éditeur d'un hebdomadaire en langue française : *Le Précurseur*.

11. Lors de la campagne de mai 1849, il prit en effet la direction des volontaires du Pays de Bade, puis le commandement d'une division révolutionnaire. -

-12. Ne pas le confondre avec son homonyme August Becker, 1814-?. Journaliste et propagandiste allemand, qui vécut à Genève et Lausanne après des années de prison en Hesse. Il fut le premier permanent politico-syndical de l'Association ouvrière allemande à Lausanne où il soutint la tendance Weitling. Après l'arrestation de Weitling, il devint l'organisateur et le propagandiste de la *Ligue des justes* en Suisse. Suite à son expulsion du canton de Vaud, on le retrouve à Zurich, puis à Bâle, où il est rédacteur de l'*Allgemeines Noth-und-Hilfsblatt*. Indésirable dans les cantons suisse, il émigre alors en Alsace avant de retourner en Hesse après 1848, où il est élu au parlement. Ses activités de propagande le ramènent encore en prison. Il est finalement libéré et émigre aux Etats-Unis vers 1852.

13. Hermann Jung, fils de David-Louis Jung, émigré allemand fixé à Saint-Imier où il exerce la profession de ferblantier. Il naît en 1836 à Saint-Imier et meurt (assassiné) à Londres en 1901. Citoyen suisse et horloger de profession, il quittera la vallée à dix-neuf ans pour rejoindre Londres en 1855. Membre du comité général de l'AIT, secrétaire correspondant pour la Suisse de 1864 à 1872. Fidèle de Marx, il s'opposera pourtant à lui après 1872 (avec la fédération britannique et les syndicats anglais) sur la question du centralisme. Il se retire du mouvement ouvrier en 1877.

14. Wilhelm Marr, 1809-1904, Né à Hambourg, il émigra à Vienne, puis en Suisse. Il fut d'abord membre de Jeune Allemagne, avant d'adhérer au Lemman-club à Lausanne, où il fit la connaissance de Hermann Döleke. Dès lors, Marr attaqua vivement le communisme religieux de Weitling, posant l'athéisme comme base de toute action révolutionnaire, qui devait aboutir à la destruction totale de l'ordre existant et au rejet de toute autorité. La rupture fut définitive après une réunion tenue à Lausanne en 1844. Dès lors, Marr publia les *Blätter der Gegenwart für*

*soziales Leben*, qui se caractérisaient (sous sa plume comme sous celle de Döleke) par de violentes attaques contre l'église et l'état. En 1845, il fut expulsé du canton de Vaud et retourna à Hambourg, où il cessa de s'occuper de la question ouvrière. Il devint plus tard un agent de Bismarck et un écrivain antisémite. Il fondera en 1879 une ligue antisémite et à travers ses écrits introduira le terme *antisémitisme* dans le discours politique.

15. Charles Fourier (1772-1838), considéré comme le père de l'Utopie accessible était un voisin qui passa toute son existence à Besançon. Ses idées sur le phalanstère étaient propagées par de nombreux socialistes jurassiens. De Besançon aussi, Pierre-Joseph Proudhon, (1809-1865) penseur social d'importance que l'ouvrage *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) rendit célèbre, influença largement les socialistes utopiques. Il était lu dans notre vallon et sa réponse au titre de son ouvrage : *la propriété c'est le vol !* était devenue un slogan \_ ce même s'il était revenu sur cette définition dans la seconde partie de sa vie en niant l'intérêt de la propriété collective. Quant au disciple et propagandiste de Fourier, Victor Considérant (1808-1893), né à Salins-les-Bains dans le Jura français, il faisait partie de la bibliothèque de James Guillaume (*La Phalange*), qui l'évoque dans ses écrits.

16. Etienne Cabet (1788-1856), né à Dijon. Son *Voyage en Icarie* (1842) faisait alors rêver plus d'un Jurassien !

17. Le récit de ces événements est emprunté à mon article « La Fête fantôme », *in Présence*, Cahiers de l'Alliance culturelle romande, n° 35, Pully, octobre 1988, pp. 23-35.

La maison d'école se situait alors à l'actuel 62 de la rue Baptiste Savoye.

18. Dans les textes de l'époque, les réactionnaires se nomment des « noirs », ou des « blancs », selon que référence est faite à la religion ou à la noblesse.

19. Louis Valentin Cuenin, *ibid.*, « Pour un bouton », p. 31.

20. Le Docteur Hermann Bassewitz (s'orthographe aussi Bawitz), juif prussien né à Franckfort sur l'Oder en 1811. Réfugié, il exerça la médecine à Saint-Imier à partir de 1841. Il est à l'origine de la création du premier hôpital du lieu. Sorte de *médecin des pauvres*, il s'attira la haine des milieux réactionnaires, qui obtinrent (antisémitisme et rivalités politiques conjugués) du Conseil exécutif bernois, son expulsion en 1851. Il se réfugia au Locle d'abord, puis connut une brillante carrière à Genève. Il est à la source de « l'émeute de Saint-Imier ».

21. La Place Neuve est devenue Place du Seize-mars à la faveur des événements politiques qui secouèrent le Jura dans les années 1960-70.

22. Louis-Valentin Cuenin, *ibid.*, « La Rouge », p. 28.

23. Archives communales, Municipalité de Saint-Imier, *Série de publications officielles*, 20 janvier, 1851.

24. Archives municipales, Saint-Imier, 1851, Saint-Imier, *Procédure sur les troubles de cette contrée*, f° 250, 23.1.1851 (audition de Pierre-Frédéric Meyrat).

25. La hantise d'une révolte de grande ampleur, dirigée contre la Berne réactionnaire est en effet réelle. D'une part, le souvenir de la libération du canton de Neuchâtel n'est pas loin, et les colonnes armées organisées à cette occasion peuvent facilement se reconstituer \_ cette fois avec l'aide des Neuchâtelois. D'autre part, la simultanéité des événements du vallon avec d'autres révoltes (incidents d'Interlaken) peut laisser supposer un plan général de troubles.

26. *Le Travailleur* n° 12 et suivants, Berne, 1851. Le rédacteur de ce journal était Pierre Coullery.

27. La Crise : parler du Jura horloger, c'est croiser à tout moment la Crise. Elle accompagne en effet un siècle et demi d'industrie régionale avec une cadence au moins décennale. Lorsqu'on sait qu'elle peut à chaque fois durer plus d'un an, on comprend qu'elle est peut-être la colonne vertébrale de cette période ; les temps fastes devenant ceux d'une accumulation insensée par le patronat horloger \_ un peu comme l'écureuil engrange pour l'hiver \_, ce qui a pour conséquence une surproduction amenant la crise... L'ouvrier, qui n'a évidemment pas de réserves, se trouve alors totalement démuné, à la merci de l'état, de la municipalité et des œuvres philanthropiques. Le Jura sud excelle à lui trouver des travaux d'utilité publique adaptés à ses talents. « Nos ouvriers si précis, au doigté magique », sont occupés comme terrassiers à construire la route de Saint-Imier aux Franches-Montagnes, celle des Pontins aussi, quand ce n'est pas au déblaiement de la neige.

28. « Enquête ouvrière faite par l'Association Internationale des Travailleurs, section de Sonvillier » (*sic*), le 27 janvier 1867 et publiée dans *La Voix de l'avenir*, La Chaux-de-Fonds, n° 7, 17 février 1867, pp. 1-2 et n° 8, 24 février 1867, pp. 2-3.

29. Un reportage paru en 1844 dans le *Vorläufer* (Le Précurseur), de Schaffouse, relate ces organisations et leurs activités avec envie et admiration.

30. On lira avec intérêt les ouvrages suivants (liste non exhaustive...) :

\_ Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne*, Canevas éditeur, Saint-Imier, 1991, 210 p.

\_ Mario Vuilleumier, *Horlogers de l'anarchisme*, Payot, Lausanne, 1988, 340 p.

\_ James Guillaume, *L'Internationale, Documents et souvenirs*.

*Volume I*, 1864-1872, éditions Grounauer, Genève, 1980, 356 p. *Volume II*, 1872-1878, éditions Gérard Leibovici, Paris, 1985, 403p.

\_ Robert Felalime, *Saint-Imier et le vallon de nos ancêtres*, éditions Intervalles, 1998, 342 p.

31. Ernest Francillon, *Avis* \_ Note manuscrite du directeur de la fabrique des Longines, datée du 28 décembre 1868. Archives Longines. Notons que la menace ne porte pas à conséquence à cette date : Les Longines occupent alors quarante ouvriers...

Ernest Francillon, 1834-1900. Neveu de Auguste Agassiz qui l'appelle à Saint-Imier, où il développera à partir du comptoir de son oncle l'usine des Longines dans laquelle il introduira la fabrication industrielle de la montre. Il entre au Grand conseil en 1878. Il est par ailleurs l'un des initiateurs de l'école d'horlogerie et des Forces électriques de La Goule.

32. Pierre Jolissaint, 1830-1896. D'abord instituteur dans le Jura, il est renvoyé pour ses idées avancées. Il étudie alors le droit, devient avocat et s'établit à Saint-Imier en 1859. Il ne tarde pas à s'éloigner de ses engagements premiers pour entrer en politique. élu au Grand conseil dès 1864, il lutte pour l'établissement du chemin de fer dans le Jura. Il devient par la suite directeur des chemins de fer du Jura bernois, puis du Jura-Berne-Lucerne pour terminer à la tête du Jura-Simplon.

La réponse citée est extraite du débat public qui l'opposa à P. Brousse et A. Schwitzguébel, le 4 février 1877 à Saint-Imier. Cf. Marcel Rérat, « Approches des conditions socio-économiques dans le Jura à l'époque de la première Internationale », in « La première Internationale et le Jura », Colloque du centenaire, Saint-Imier, 5 février 1972, *Actes de la Société Jurassienne d'émulation*, 1972.

L'évocation par Jolissaint de la Commune autonome russe est passionnante. En effet, il fait ici allusion au « Mir », commune paysanne russe mise en opposition avec une vision « moderne » de l'aménagement du territoire. Le regard occidental sur cette communauté est bien sûr condescendant : des sauvages ! Or il se trouve que le Mir se révéla par la suite être une construction sociale remarquable, peut-être la seule capable de résister au centralisme communiste. Sur le sujet, on peut relire Le Play, mais sans doute vaut-il mieux lire le meilleur connaisseur du sujet : Pierre Pascal, *Civilisation paysanne en Russie*, éditions L'âge d'homme, Lausanne, 1969, 139 p.

33. Constant Meuron (de la famille aristocratique des De Meuron, il n'utilisa jamais la particule) participa à l'insurrection républicaine de 1831 à Neuchâtel. Condamné à mort, sa peine fut commuée en celle de détention à vie. S'étant enfui, il vécut jusqu'à 1848 hors du canton. Il s'établit alors au Locle en qualité de guillocheur. C'est là qu'il fit la connaissance de James Guillaume. Extrêmement populaire parmi les libertaires, qui l'appelaient « le père Meuron ».

34. Pierre Kropotkine, *Mémoires d'un révolutionnaire*, (Première édition parue en 1898, sous le titre *Autour d'une vie*, Stock éditeur), éditions Scala, Paris, 1989, p. 292.

35. Deuxième Congrès de la Fédération romande, La Chaux-de-Fonds, 4 avril 1870, in Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne*, Canevas éditeur, Saint-Imier, 1991, p. 45 et suiv.

36. Le Congrès de La Haye (2 au 7 septembre 1872) est relaté en détail par James Guillaume in *L'Internationale, Documents et souvenirs*, éditions Gérard Leibovici, Paris, 1985, second volume, cinquième partie, chapitre i, p. 1.

37. Le Congrès de Saint-Imier se tint les 15 et 16 septembre 1872. Pour une relation détaillée, voir aussi James Guillaume, *L'Internationale, Documents et souvenirs*, éditions Grounauer, Genève, 1980, premier volume, tome deux, quatrième partie, chapitre vi, p. 319.

38. Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* parut de 1872 à 1878. Il compta 283 numéros. Le responsable en était James Guillaume. Parmi les collaborateurs : P. Brousse, C. Cafiero, B. Hubert, P. Kropotkine, G. Lefrançais, B. Malon, P. Robin, A. Schwitzguébel, A. Spichiger... Les articles n'étaient pas signés. Le siège du bulletin fut d'abord à Sonvilier, puis au Locle dès 1873 et enfin à La Chaux-de-Fonds en 1878. Son tirage était d'environ six cents exemplaires, mais son importance et son influence pour le mouvement furent considérables. Le premier numéro parut le 15 février 1872 et le dernier le 28 mars 1878, après quoi *L'Avant-garde* devint pour un temps le journal de la Fédération.

39. Chanson *La Jurassienne*, poème de Charles Keller (internationaliste de Mulhouse) sur une musique composée par James Guillaume en 1872-73. La Chanson est aussi connue sous l'appellation *Ouvrier, prends la machine !* Voici son refrain :

« Nègre de l'usine,

Forçat de la mine,

Ilote du champ,

Lève-toi , peuple puissant ;

Ouvrier prends la machine !

Prends la terre, Paysan ! »

40. \_ Collectif, *Mémoire de la Fédération jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs à toutes les Fédérations de l'Internationale*, suivi de Pièces justificatives, A Sonvilier, au siège du comité fédéral jurassien, 1873, 285 p. + 140 p.

Les Almanachs du peuple parurent pendant quatre années :

\_ *Almanach du peuple pour 1871*, Propagande socialiste, Saint-Imier.

On y trouve des textes sur les caisses de résistance, la réforme de l'éducation, l'AIT, un article titré « Les Partageux » et une utopie de commune sociale. Les articles ne sont pas signés.

\_ *Almanach du peuple pour 1872*, 2<sup>e</sup> année, Propagande socialiste, Saint-Imier.

A. Schwitzguébel écrit sur le Collectivisme, Bakounine sur l'organisation de l'AIT, B. Malon donne un poème sur la grève des mineurs, participent encore A. Leo et G. Lefrançais.

\_ *Almanach du peuple pour 1873*, 3<sup>e</sup> année, Propagande socialiste, Saint-Imier.

E. Reclus donne « Quelques mots sur la propriété », on trouve un poème de A. Hermann « Les veuves des Fédérés », ainsi que des articles de J. Guesde, B. Malon, A. Schwitzguébel et A. Leo.

\_ *Almanach du peuple pour 1874*, 4<sup>e</sup> année, Propagande socialiste, Locle (*sic*).

E. Reclus : « Les Chinois et l'Internationale », Ch. Keller : « La Jurassienne », ainsi que des articles de A. Schwitzguébel, G. Lefrançais et B. Malon.

41. J'ai rédigé en 2000 une fausse autobiographie d'Alcide Dubois publiée sous le titre *Gueule de bois, une usurpation*. Ce texte est paru dans *Intervalles*, Revue culturelle du Jura bernois et de Bienne, n° 59, « Anarchismes », printemps 2001, p. 97-127.

\_ Pour une raison que j'ignore, l'historien Marc Vuilleumier fait d'Alcide Dubois un « ouvrier emboîteur », ce que tout le monde reprendra après lui, alors que dans les documents et souvenirs de *L'Internationale*, et dans tous les compte-rendus de congrès et d'assemblées, il apparaît à chaque fois avec sa profession véritable de « faiseur de secrets ».

\_ L'emboîteur est l'ouvrier qui pose le mouvement dans la boîte et l'ajuste. Le résultat de son travail s'appelle la « Tête de montre ».

\_ Le faiseur de secrets est l'ouvrier spécialisé dans la confection du secret (!). Le secret concerne uniquement les montres à gousset, les boîtes savonnettes. C'est un petit levier à ressort en acier fixé dans la carrure de la boîte de la montre. Il permet, au moyen d'un poussoir, d'ouvrir le couvercle pour lire l'heure. Dans mon article *Gueule de bois*, je me suis moi-même trompé sur le travail du faiseur de secrets (note1).

42. On trouvera une relation complète de ce rassemblement et de ses suites dans James Guillaume, *L'Internationale, Documents et souvenirs*, éditions Gérard Leibovici, Paris, 1985, second volume, tome iv, sixième partie, chapitre premier, p. 8

43. La chanson *Le Drapeau rouge* avait donc été écrite pour la circonstance, par Paul Brousse, de la section bernoise (voir note n° 48.). On la chantait sur l'air d'un chant patriotique suisse : *Armons-nous, armons-nous, Enfants de l'Helvétie !*

44. James Guillaume, *L'Internationale, Documents et souvenirs*, éditions Gérard Leibovici, Paris, 1985, second volume, tome iv, sixième partie, chapitre xi, p. 162.

45. L'article cité est indiqué, sans référence de date par James Guillaume in *L'Internationale, Documents et souvenirs*, éditions Gérard Leibovici, Paris, 1985, second volume, tome iv, sixième partie, chapitre xi, p. 169. -

46. Relation tirée du *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 7 octobre 1877.

47. Après son installation à Paris, James Guillaume devint Secrétaire de rédaction de la *Revue Pédagogique*, qui propageait les idées nouvelles sur l'éducation. Il travailla longuement à une histoire de l'instruction publique sous la Révolution et participa à la rédaction du *Dictionnaire de pédagogie* (1889-1907). Dans les années 1900, il retrouva, avec la fondation de la CGT, un intérêt pour la lutte. Il soutint Pierre Monatte et sa *Vie ouvrière*. Des ennuis de santé diminuèrent alors ses forces de travail. Il entreprit pourtant de rédiger ses souvenirs de la première internationale, sous le titre de *L'Internationale, Documents et souvenirs* (cf. note n° 30). Il décéda à Préfargier, mais sa dépouille fut transférée à Paris et inhumée au cimetière Montparnasse.

48. Collectif, *Procès de L'Avant-garde*, Auguste Spychiger éditeur, La Chaux-de-Fonds, 1879, p. 19.

Le Procès en assises eut lieu au Tribunal de Neuchâtel, les 15 et 16 avril 1879. *L'Avant-garde*, respectivement son rédacteur responsable, Paul Brousse, était accusé d'« actes à caractère agressif et d'atteinte au droit des gens » (un certain nombre d'articles étaient incriminés). C'est au cours de ce procès rocambolesque \_ il valut pourtant à Brousse un court emprisonnement et un bannissement de dix ans \_ que Marc Morel, procureur de la Confédération prononça la phrase citée.

\_ *L'Avant-garde*, qui était l'organe de la Fédération française à Berne avait été transféré à La Chaux-de-Fonds à partir du 24 mars 1878. Adhémar Schwitzguébel en devint le co-rédacteur. *L'Avant-garde* avait remplacé le *Bulletin de la Fédération jurassienne*, disparu après le départ de James Guillaume.

49. Michel Bakounine, « La Propagande par le fait », in *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 5 août 1877.

50. Qui pourrait nier l'intérêt évident \_ du moins a posteriori \_ d'un assassinat de Adolf Hitler dans les années 30 ? Le *Führerprinzip* aurait garanti la fin d'un cauchemar en ébauche et le sort de l'humanité en aurait été changé. Question tragique, mais incontournable !

51. Fragment d'une lettre d'Alcide Dubois au jeune Alexis Meyrat, qui l'utilisa comme emballage pour ses fournitures d'horlogerie. Elle fut retrouvée par Agassiz à son comptoir. Il la présenta au Procès des anarchistes de Delémont en 1894. Cf. *Le National suisse*, La Chaux-de-Fonds, dimanche 29 avril 1894.

52. Correspondance Alcide Dubois/Jacques Gross, Saint-Imier, le 8 août 1890, 3pages. Archives de l'Institut international d'histoire sociale, Amsterdam (IISG). Fonds Jacques Gross, C4 A4, 30214.

Dans les notes suivantes, des abréviations seront utilisées selon le modèle suivant : Corresp. Dubois/Gross, lieu, date, pages, IISG.

\_ Jacques Gross (appelé aussi Fulpius) est de Boncourt où il réside d'abord. Il émigre ensuite à Genève. Connu pour être un passeur - de lettres, de papiers, de revues anarchistes \_, il devient membre de la Fédération jurassienne et de la 1<sup>ère</sup> Internationale. Il entretient de nombreuses correspondances, entre autres avec Victorine Brocher, Auguste Spychiger, Henry Pindy, et bien sûr avec Alcide Dubois, dont il reste jusqu'à sa mort un ami proche.

53. Corresp. Dubois/Gross, Saint-Imier, 8 août 1890, 3 pages, IISG.

54. A. Nicolet, A. Dubois, J. Coullery, *Les anarchistes et ce qu'ils veulent, dialogue entre ouvriers*, éditeur : Un groupe d'anarchistes suisses, Genève, 1892, 31 pages, citation p. 16.

55. Les statuts de l'*Union des sociétés ouvrières de Saint-Imier et environs* furent adoptés définitivement le 29 juillet 1891. Le comité d'initiative comprenait les cinq membres cités.

56. Lettre ouverte parue dans *L'Ouvrier horloger* et reprise dans *La Sentinelle*, organe du parti ouvrier, La Chaux-de-Fonds, jeudi 2 février 1893.

57. Corresp. Dubois/Gross, Saint-Imier, le 14 avril 1893, 4 pages, IISG.

58. Prison de Bienne, 11 juillet 1893 \_ à la *Chambre d'accusation*, lettre manuscrite d'Alcide Dubois, « Instruction contre Dubois et consorts » \_ Archives cantonales bernoises, Dossier B.B. 15.4.1567, pièce II, 9 pages.

59. *L'Ouvrier Horloger*, Résumé des événements, 3 juin 1893.

60. Alcide Dubois, à la *chambre d'accusation*, cf. note 58.

61. Les rues de Saint-Imier portent rarement le nom de concitoyens illustres. Cependant \_ à l'exception de la Reine Berthe et du poète Pierre Alin \_, lorsque c'est le cas, ce sont inévitablement les fiers patrons et leurs suppôts qui monopolisent cet honneur. Pas trace en tout cas de la fantastique aventure ouvrière du xix<sup>e</sup> siècle...
62. Alcide Dubois \_ à la *Chambre d'accusation*, cf. note 58.
63. *La Sentinelle*, « Les causes de l'émeute », correspondance particulière de *La Sentinelle*, La Chaux-de-Fonds, jeudi 22 juin 1893.
64. *La Sentinelle*, « Extrait d'un rapport présenté par un délégué envoyé à Saint-Imier pour porter secours aux familles des détenus et faire une petite enquête sur l'émeute du 29 mai », La Chaux-de-Fonds, mardi 12 juin 1893.
65. *La Sentinelle*, *id.*
66. *L'Impartial*, La Chaux-de-Fonds, jeudi 1<sup>er</sup> Juin 1893.
67. *La Fédération horlogère*, La Chaux-de-Fonds, jeudi 1<sup>er</sup> juin 1893.
68. « Appel du Comité central de la Fédération ouvrière horlogère ». Ce texte est évidemment rédigé par Adhémar Schwitzguébel, secrétaire du dit comité. \_ Publié dans *L'Impartial*, La Chaux-de-Fonds, dimanche 18 juin 1893.
69. *Solidarité horlogère*, organe officiel de la Fédération ouvrière horlogère, « Les événements de Saint-Imier et de Berne », par G. Reimann, président, Bienne, samedi 15 juillet 1893.
70. Cité dans *Le National suisse*, La Chaux-de-Fonds, mercredi 21 juin 1893.
71. *La Solidarité*, organe de la Fédération des monteurs de boîtes, « Le Conflit de Saint-Imier », samedi 17 juin 1893,
72. *La Fédération horlogère*, La Chaux-de-Fonds, dimanche 6 août 1893.
73. *Solidarité horlogère*, Bienne, samedi 29 juillet 1893. Repris dans *La Fédération horlogère*, La Chaux-de-Fonds, dimanche 30 juillet 1893.
74. Adhémar Schwitzguébel, *Le Radicalisme et le Socialisme*, conférence publique, brochure de 40 pages, Saint-Imier, 1876. \_ Cette conférence fut tenue à Berne le samedi 26 février 1876, répétée à Sonvilier le 28, à Saint-Imier le 29, puis à Neuchâtel le 11 mars.
- La conférence est reprise sous le même titre dans : Adhémar Schwitzguébel, *Quelques écrits*, Bibliothèque sociologique, n° 40, Stock, Paris, 1908.
75. Alcide Dubois, à la *Chambre d'accusation*, cf. note 58.

76. AEN, Fonds Suchard, Dossier 2475, Article de *La Sentinelle*, 6 janvier 1894.

77. *L'Arrêté fédéral contre les anarchistes* date du 26 février 1885. Son article 1 stipule : « Des poursuites pénales sont ouvertes contre les individus se disant anarchistes qui, sur le sol suisse, ont excité à commettre des crimes de droit commun soit dans le pays, soit à l'étranger, ou qui d'une autre manière ont cherché à porter atteinte par violence à l'ordre constitutionnel et à la sûreté intérieure du pays. » Le Conseil fédéral a demandé par ailleurs au Procureur général de la Confédération Müller l'ouverture d'une enquête sur les menées anarchistes qui fera l'objet d'un rapport remis en juin 1885 et sera suivi d'une liste des anarchistes en Suisse.

*Rapport du Procureur général de la Confédération au Conseil fédéral sur les menées anarchistes*, mai-juin 1885, Bibliothèque nationale suisse, cote G 141 10.

Voir aussi *Le National suisse*, La Chaux-de-Fonds, 26 juillet 1893.

78. *Le National suisse* donne une édifiante relation des débats que provoqua au Conseil national la lecture du projet de loi. \_ *Le National suisse*, La Chaux-de-Fonds, dimanche 8 avril 1894.

79. Il s'agit du Procureur Antoine, lors du procès à Courtelary de Alexis Meyrat, Ulysse Meyrat et Ernest Favre, jugés pour distribution d'un tract anarchiste (Manifeste intitulé *La guerre des pauvres contre les riches*, qui avait déjà fait l'objet d'un procès à La Chaux-de-Fonds, le 19 janvier 1894. *In La Sentinelle*, La Chaux-de-Fonds, mardi 27 février 1894.

80. *Le National suisse*, Dépêche sur l'ouverture du procès des troubles de Saint-Imier, à Delémont, le 23 avril, La Chaux-de-Fonds, 24 avril 1894.

81. *La Sentinelle*, « Les troubles de Saint-Imier », La Chaux-de-Fonds, mardi 24 avril 1894.

82. *L'Impartial*, « Affaire de Saint-Imier, à Delémont », La Chaux-de-Fonds, mercredi 2 mai 1894.

83. Séances publiques de la Cour d'assises du v<sup>e</sup> ressort du canton de Berne, du 23 avril au 2 mai 1894. Archives cantonales, pièces BB. 15.4.81 \_ vol.1 (1894), p. 405-431.

84. Ce mode de défense, qui consiste à expliquer les principes politiques ou moraux qui sous-tendent un mode de faire et de penser radicalement différent de la norme sociétale est souvent la seule forme possible de défense. Que peut (par exemple) répondre Alcide Dubois à l'accusation d'être le « chef des anarchistes » ? Il ne peut que tenter de dire pourquoi c'est un non-sens en expliquant que l'anarchisme bannit précisément « les chefs ». Cette exposition de principes opposés est alors bien sûr ressentie par le tribunal comme une attaque. Ces

positions ont été théorisées par l'avocat Jacques Vergès, qui en a tiré ce qu'il nomme la *défense de rupture*. L'accusé se fait accusateur et prend l'opinion à témoin.

85. Fritz Brupbacher, *Socialisme et Liberté*, éditions de la Baconnière, Neuchâtel, 1955, p.167. La citation fait partie d'un résumé de J.P. Samson.

86. Corresp. Dubois/Gross, Saint-Imier, 14 avril 1893, 4 pages, IISG.

87. *Solidarité horlogère*, organe de la Fédération ouvrière horlogère, 27 juillet 1895. « Nécrologie de Adhémar Schwitzguébel », rédigée par Alcide Dubois. Il termine son article en relatant comment, au mois de juillet 1871, Schwitzguébel se rendit à Paris pour apporter aux Communards de faux passeports (fournis par Charles Perron) qui devaient permettre à certains d'entre eux de gagner la Suisse afin d'éviter le massacre qui suivit les événements parisiens.

88. Ajout paru dans le numéro suivant, *Solidarité horlogère*, 3 août 1895.

89. Corresp. Dubois/Gross, Saint-Imier, 11 février 1901, 3 pages, IISG.

90. Corresp. Dubois/Gross, Saint-Imier, 17 juillet 1903, 4 pages, IISG.

91. Corresp. Dubois/Gross, Saint-Imier, 28 janvier 1906, 4 pages, IISG.

92. Corresp. Dubois/Gross, *id.*

93. Corresp. Dubois/Gross, *id.*

94. Corresp. Dubois/Gross, Saint-Imier, 15 juillet 1908, 4 pages, IISG.

95. Corresp. Dubois/Gross, *id.*

96. Corresp. Dubois/Gross, *id.*

97. Alcide Dubois, *Patrie, Patriotisme* (devise : Par le libre examen). Brochure éditée suite au concours littéraire de la Société des commerçants de Saint-Imier, sur « La culture du patriotisme au sein de la jeunesse », 1910, 35 p.

98. *La Sentinelle*, n° 42, La Chaux-de-Fonds, 25 septembre 1912. On consultera aussi *Le Jura bernois*, Saint-Imier, et *La Voix du peuple*, Lausanne, du même jour.

99. Corresp. Dubois/Gross, Saint-Imier, 28 janvier 1906, 4 pages, IISG.

## Organisations libertaires

### **Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)**

membre historique de l'Organisation Socialiste Libertaire (OSL)

membre de la Fédération Anarchiste (FA)

rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds

flm@espacenoir.ch

Journal : **Le Chat déchaîné**, [wiki-libertaire.ch](http://wiki-libertaire.ch)



### **Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (CIRA)**

avenue de Beaumont 24, 1012 Lausanne, Suisse

[cira.ch](http://cira.ch) – [info@cira.ch](mailto:info@cira.ch)

### **Freie Arbeiter\*innen Union (FAU)**

[faunion.ch](http://faunion.ch) – [info@faunion.ch](mailto:info@faunion.ch)

Journal : **Di Schwartzi Chatz**

### **Fédération Anarchiste Francophone (FA)**

145 rue Amelot, 75011 Paris, France

[federation-anarchiste.org](http://federation-anarchiste.org)

### **Union Communiste Libertaire (UCL)**

[unioncommunistelibertaire.org](http://unioncommunistelibertaire.org)



rue Francillon 29, case postale 94, 2610 St-Imier, +41 (0)32 941 35 35

[info@espacenoir.ch](mailto:info@espacenoir.ch) - [www.espacenoir.ch](http://www.espacenoir.ch)

Editeur responsable : Michel Némitz, La Chaux-de-Fonds, 2016

Mise à jour des informations de contact, de la liste d'organisations, et de la mise en page : R. A., 2024

